

2,80 € Première édition. N° 13658

JEUDI 12 JUIN 2025

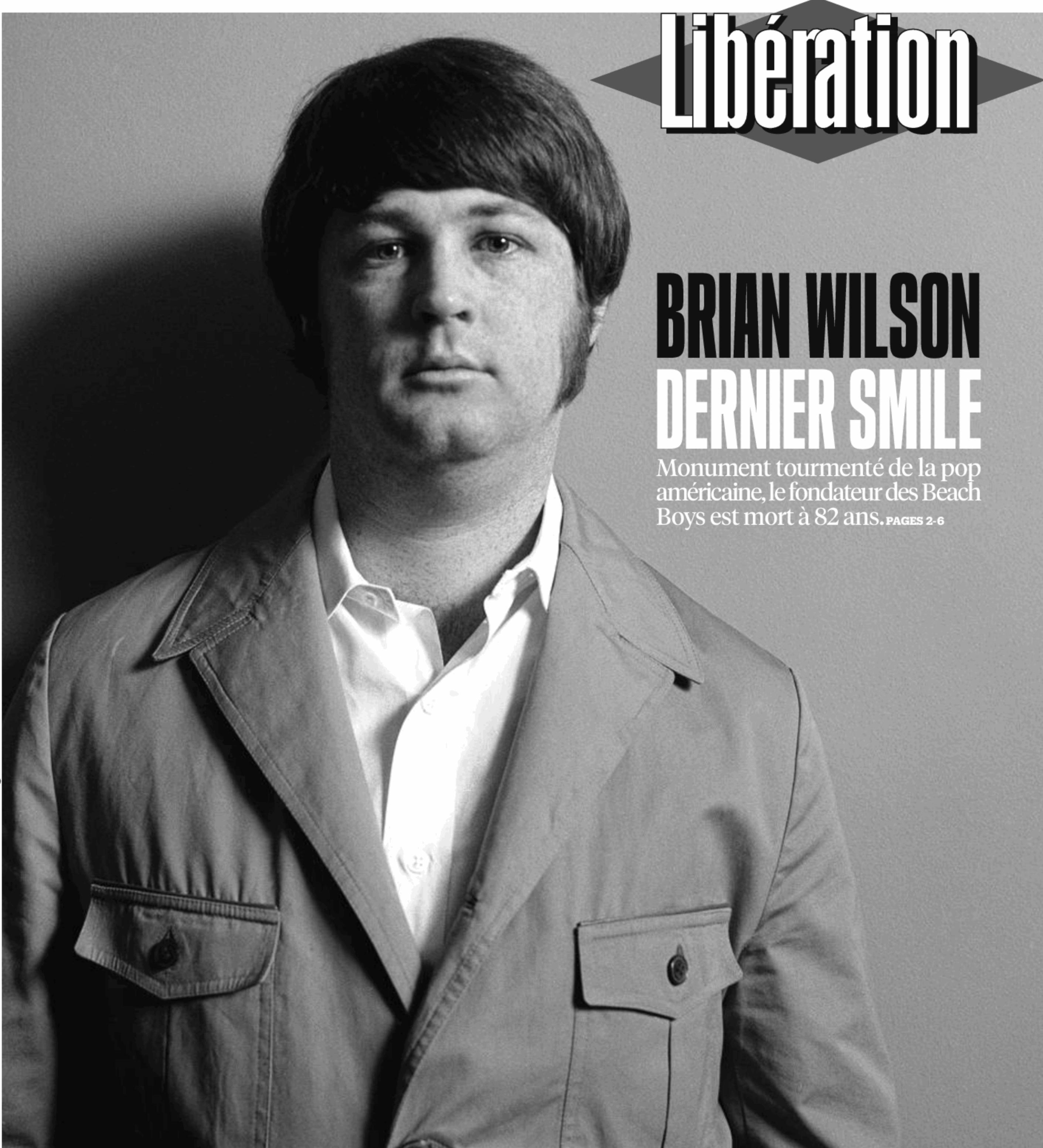
www.liberation.fr

Libération

BRIAN WILSON DERNIER SMILE

Monument tourmenté de la pop américaine, le fondateur des Beach Boys est mort à 82 ans. PAGES 2-6

Brian Wilson à Los Angeles en 1968. PHOTO EARL LEAF / MICHAEL OCHS ARCHIVES / GETTY IMAGES



(PUBLICITÉ)

**DERNIÈRE EXPOSITION
AU CENTRE POMPIDOU
AVANT FERMETURE!**

Centre Pompidou

**WOLFGANG
TILLMANS**

RIEN NE NOUS V PRÉPARAIT - TOUT NOUS V PRÉPARAIT
EXPOSITION 13.06 → 22.09.2025

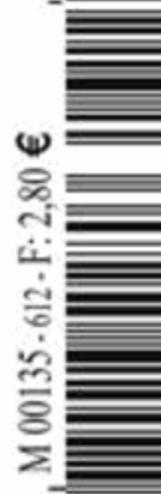


MINISTÈRE
DE LA CULTURE

Avec le soutien
exceptionnel de
CELINE

Avec le soutien précieux
et fidèle de
MIRABAUD

En partenariat média
avec:



EDITORIAL

Par
OLIVIER LAMM

Regrets

Longtemps, on a craincé qu'il meure le cœur rempli de regrets. Celui de s'en aller le devoir inaccompli, d'avoir laissé filer entre ses doigts ce qu'il envisageait comme la plus grande œuvre de musique pop jamais enregistrée, le mal nommé *Smile*. On connaît l'histoire ou alors on mérite de se la faire raconter, de quelle manière Brian Wilson, à 25 ans à peine, fit fonduer son cerveau à force de travail et de substances, posa effectivement les premières pierres de ce qui s'annonçait comme la plus fantastique symphonie américaine de son temps adolescent avant de jeter l'éponge et d'en rester hébété pour l'éternité. Les éclats du grand œuvre, épargnés sur *Smiley Smile* et la demi-dizaine d'albums suivants des Beach Boys (sous-estimés *Friends* et *Surf's Up*), allaient hanter la mélomanie mondiale pour les années à venir – jusqu'à ce jour de 2004 où l'éternel instable de la pop nous surprit tous en réenregistrant *Smile* selon son souvenir du début à la fin, accompagné d'une bande de petits prodiges, puis en le jouant sur scène dans le monde entier. En fut-il apaisé? Qu'on nous autorise à penser que ce *Smile* tardif, tout comme le coffre aux trésors des *Smiley Sessions* contenant la version la plus approchante possible de ce qu'aurait été *Smile* si *Smile* avait été terminé, n'a strictement rien changé. *Smile* était un chef-d'œuvre même hors de notre portée et *god only knows* à quoi ressembleraient la musique, et le monde, si les Beach Boys l'avaient sorti en 1967, dans la foulée de ce *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band* qui fit virer de bord à tout jamais leur génial leader de l'ombre. Brian Wilson, le plus génial des innocents – le plus innocent des génies – de la pop américaine, aura souffert le martyre pour une vétile. Car comment vivre dans le regret de quoi que ce soit après avoir offert au monde *Pet Sounds* – le plus pur des plus grands albums du monde – et *Good Vibrations*, *Cabinets*, *A Day in the Life of a Tree*, *'Til I Die*? Notre regret à nous : l'homme qui ressurgit face à nous, à chaque fois qu'on l'écoute, comme le plus grand de tous, a l'air éternellement insatisfait. ◆



Brian Wilson
à Los Angeles en 1968.
PHOTO MICHAEL OCHS
ARCHIVES. GETTY IMAGES

L'âme était fragile, mais le corps avait miraculeusement tenu le choc. Brian Wilson, le colosse de sable des Beach Boys, est finalement mort, mercredi, à l'âge de 82 ans, au terme d'une vie douloureuse et secouée, qu'il aura traversée alternativement en enfant perdu et en démiurge de mirages hédonistes, génie zombie porté aux nues, Moïse barbu écartant l'océan Pacifique pour y loger des «*symphonies adolescentes adressées à Dieu*» et hisser la pop au rang d'art absolu, au prix de sa santé mentale et physique. Considéré par Paul McCartney lui-même comme le plus grand parmi les géants des années 60, le dernier des Wilson n'a pas survécu qu'à ses frères cadets Dennis (noyade en 1983) et Carl (cancer du poumon en 1998) ni à son psy maléfique Eugene Landy (mort en 2006). Il a également réchappé à toutes les batailles humaines, médicales et juridiques dont le business américain, conjugué à l'explosivité atomique des sagas familiales et à la pharmacopée psychédélique, possède le secret. Seule la disparition de sa seconde épouse, Melinda Ledbetter, en janvier 2024, sembla porter un coup irrémédiable à cet homme perpétuellement vacillant, entraînant dans la foulée un placement sous tutelle à la demande de ses six enfants, suite à un diagnostic de démence prononcé par ses médecins.

La folie, douce ou dure, créatrice ou destructrice, Brian Wilson a appris à vivre avec durant un long calvaire de plusieurs décennies, devenant un sujet d'étude exemplaire sur la résilience en tant que naufragé sans cesse sauvé des eaux, malgré la félicité joyeuse de sa musique et le décor de carte postale d'un «endless summer» dont il était l'incontesté météorologue. Dans un hommage sans doute rédigé par quelqu'un d'autre, il écrivait à la mort de Melinda : «*Elle fut ma sauveuse. Elle m'a apporté la sécurité émotionnelle dont j'avais besoin pour mener ma carrière. Elle m'a encouragé à faire la musique qui me tenait le plus à cœur. Elle était mon ancre.*» Des mots qui résonnaient avec les paroles du joyau *God Only Knows* mais aussi avec une chanson tragique des Beach Boys, *'Til I Die* : «*Je suis un bouchon sur l'océan, flottant sur une mer déchaînée, quelle est la profondeur de l'océan ? J'ai perdu mon chemin [...] Je serai ces choses jusqu'à ma mort.*»

Paranoïa et LSD

A l'époque où cette chanson est publiée, sur l'album *Surf's Up*, en 1971, Brian Wilson ne flotte plus vraiment, et s'il n'a pas encore touché le fond il végète, alourdi par les graisses saturées et les médicaments, dans une carcasse de 120 kilos qu'il déplace rarement hors de son lit. Les Beach Boys ne vendent plus un disque, le rêve californien des sixties s'est refermé sur leur leader comme une pierre tombale, et dans son hacienda de Bellagio

Brian Wilson

Sous la plage le génie

Aîné de la fratrie des Beach Boys, architecte sonore fabuleux et concepteur de monuments hédonistes de la pop comme «*Good Vibrations*», il aura hissé au panthéon son groupe de surfeurs californiens, rivalisant avec les Beatles avant de sombrer dans la dépression et la paranoïa. Il est mort mercredi à 82 ans.

Par
CHRISTOPHE CONTE

Road, au cœur du quartier cossu de Bel-Air, le home-studio que Brian Wilson s'est construit pour pouvoir s'y rendre en robe de chambre n'est plus qu'une extension lugubre de lui-même – il sera détruit l'année suivante. Ses deux modèles jalouxés obsessionnellement, les Beatles et Phil Spector, ont même pactisé, comme pour le rendre encore plus fou, sur un *Let It Be* qui a certes signé la fin des Fab Four, mais dont le succès mondial éclaire un peu plus cruellement la débâcle commerciale des Californiens. Les dix années qui viennent de défiler lui ont apporté une gloire et des montagnes d'argent dont il ne sait que faire, depuis que la paranoïa, les ravages du LSD, le yoyo amoureuse avec les autres membres du groupe et la détresse émotionnelle qui a suivi l'abandon de son grand œuvre, *Smile*, en 1967, ont entaillé méthodiquement son sourire d'enfant béni de l'Amérique prospère et triomphante. Il mettra encore près de trente ans pour, partiellement, le retrouver.

Lorsque les Beach Boys se forment en 1961, à Hawthorne, dans la banlieue dortoir de Los Angeles, John Fitzgerald Kennedy vient d'arriver à la Maison Blanche et le concept de «nouvelle frontière» autour duquel il a bâti sa campagne coïncide avec le désir d'expansion d'une *American way of life* conjuguant les rêves de modernité, de paix et de jeunesse, dont la Californie incarne le décor idéal. Ne reste plus qu'à en écrire la bande-son. Brian Douglas Wilson a 19 ans, il est né le 20 juin 1942 à Inglewood, Californie, c'est alors un grand gaillard d'un mètre quatre-vingt-dix, qui s'est distingué comme solide quarterback dans l'équipe de base-ball du lycée de Hawthorne, où il côtoie un certain Alan Jardine, à ses heures guitariste épris de folk-music. En dehors des terrains, Brian a déjà dévoilé très tôt des dispositions pour la musique, en apprenant à l'oreille les mélodies de George Gershwin et en se passionnant pour les harmonies vocales du groupe The Four Freshmen. D'abord à l'accordéon, puis au piano, instrument dont la famille fait l'acquisition lorsqu'il a 12 ans, il entraîne ses deux frères Dennis et Carl (nés en 1944 et 1946) et bâtit une petite chorale qui ravit les invités du dimanche, sonorise les trajets en voiture et finit par percuter l'esprit de leur père, Murry Wilson, qui détecte dans cette portée un possible avenir, pourquoi pas, au sommet des vagues qui s'annoncent.

Murry n'est pas un tendre, c'est un type rugueux et alcoolique du Kansas, arborant un œil de verre et devancé par une pipe crachant des flammes, qui n'hésite pas à corriger à coups de ceinture cette progéniture de garçons à la moindre rébellion. Leur mère Audree se charge de les consoler, selon un partage des tâches bien huilé qui fonctionnera jusqu'à leur séparation en 1964. Murry Wilson, qui a créé plusieurs entreprises dans le secteur des machines-outils, est également compositeur, et si le succès des chansons qu'il a écrites pour d'autres au cours des années 50 est resté très relatif, il en a conservé des contacts utiles dans l'industrie du disque hollywoodienne. De ce groupe balbutiant, constitué de ses trois fils, de leur cousin Mike Love et du pote de Brian, Al Jardine, auxquels s'ajoute un troisième guitariste, David Marks, qui vit de l'autre côté de la rue, il s'improvise manager, producteur, éditeur et use de son caractère de tyran domestique pour faire cravacher la monture tout en la protégeant comme un molosse du monde extérieur. A l'origine, les garçons avaient profité d'un voyage de leurs parents au Mexique et de l'argent laissé pour la nourriture pour louer des instruments de musique et se lancer dans leurs premières chansons, faisant trembler les cloisons de la pièce aménagée dans le garage de leur maison. «*Mon père est entré dans une colère noire lorsqu'ils sont revenus, mais quand il nous a entendus jouer il s'est radouci*», racontera plus tard Brian, chef de file de cette sédition adolescente et, de fait, premier sur le front des brimades paternelles. Il fera d'ailleurs longtemps porter à son père la responsabilité de sa surdité de l'oreille gauche, consécutive selon lui à un coup violent asséné avec une assiette durant son enfance, version contredite par d'autres qui affirmaient que le handicap était de naissance.

C'est donc ce grand dadaïs un peu gourd, privé d'une moitié d'audition, qui va s'imposer en quelques mois en maître d'un monde nouveau, sur fond de «*sea, surf & fun (fun fun)*», avant de révolutionner la composition pop, l'art de l'arrangement et celui du studio. Carl l'a introduit aux vibrations électriques de Chuck Berry, quant à Dennis, beau gosse attiré par les filles et la plage, c'est à lui que revient l'idée initiale de faire entrer le surf dans leur formule de départ, sur un premier 45-tours baptisé *Surfin'*, publié fin 1961 sur un label indépendant, Candix records, et dont le succès local ouvrira au groupe les portes plus prestigieuses de Capitol Records dès le début de l'année suivante. La déferlante des Beach Boys est alors irrésistible, les vagues incessantes de tubes (*Surfin'Safari*, *Surfin'USA*, *Surfer Girl*, *Fun, Fun, Fun*, *I Get Around*) emportant tout sur le passage de ces garçons en chemises rayées, aux rictus benêts et aux postures asexuées, visages d'une Amérique wasp rassurante et inoffensive qu'aucun tourment ni désir d'échapper à l'ordre établi ne semble traverser. Même la «*british invasion*» de 1964, portée par les Beatles, eux aussi chez Capitol, ne fera pas d'ombre outre mesure à ce petit empire naissant que Murry Wilson garde comme un cerbère. Seul Brian Wilson, pressé comme un pamplemousse pour cracher des hits et remplir des albums qui sortent en rafales (jusqu'à trois par an en 1963, 1964 et 1965) devine que l'affaire familiale pourrait prochainement s'effondrer comme un château de sable, à cause de la surenchère de créativité insolente des Beatles mais aussi de la nouvelle génération de groupes inspirés par Dylan (The Byrds, The Turtles, The Seeds) qui commence à investir les Suite page 4



Les Beach Boys (Brian Wilson tient le miroir), en 1967 à Los Angeles. PHOTO MICHAEL OCHS ARCHIVES. GETTY IMAGES

Suite de la page 3 clubs du Sunset Strip.

Les temps changent, vite, et si Brian Wilson a déjà fait la démonstration de ses talents à composer des chansons plus vulnérables et personnelles, loin de la trinité surf, hot-rod et California girls (*In My Room, When I Grow Up (to be a Man), The Warmth of the Sun*, écrite le jour de l'assassinat de Kennedy), le temps n'est pas encore venu pour lui de prendre la tangente et d'imposer un nouveau son au groupe. Mike Love, le cousin grande gueule – qui co-écrit avec lui la plupart des textes –, mêle au choeur d'anges sa voix de canard, danse sur scène et à la télé avec autant de sexétude qu'un pneu de camion et s'érige en gardien ultraconservateur des hymnes à bronzer que n'importe quel péquenot, d'un bout à l'autre du continent, pourra siffloter à l'heure du barbecue en

rêvant de Malibu Beach. Murry Wilson est finalement débarqué au terme d'une énième prise de bec en studio avec Brian, qu'il ne cesse de rabaisser et d'humilier dans le micro d'ordre, se contentant désormais de gérer les éditions Sea of Tunes.

L'année 1965 sera un tournant majeur dans la vie agitée de l'aîné des Wilson. Au mois de décembre de l'année précédente, cinq minutes avant le décollage de l'avion qui doit emmener le groupe à Houston pour l'un des concerts qui pèsent encore plus lourd dans leur emploi du temps en surchauffe, Brian est pris d'une crise de panique. Il éclate en sanglots, hurle, le visage plongé dans un oreiller, quitte son siège et se prosterne à même le sol de la cabine, traversé de spasmes, en proie à une détresse que personne n'a vu venir. Incapable de monter sur scène à l'arrivée, réfugié dans

les loges et refusant d'en sortir, il manquera le concert et sera réexpédié dès le lendemain à Los Angeles, d'où il entamera, à l'abri des studios capitonés, une métamorphose artistique d'ampleur inégalée.

«Flipper le dauphin» et beurre de cacahuète

Il y a un malentendu Beach Boys. Encore aujourd'hui certains persistent à ne voir en ce nom qu'un groupe de *surf music*, vieillot et délavé, s'époumonant sur l'insupportable *Barbara Ann*. Mais leur histoire possède un double fond. Il y a, en surface, le groupe (où Bruce Johnston a remplacé Brian Wilson), la «marque Beach Boys» qui pour-

suit ses incessantes tournées à travers les fuseaux horaires en annonçant le répertoire surf; et en contrebas il y a ce type qui expérimente toutes les modulations harmoniques et les combinaisons possibles d'instruments en compagnie des meilleurs musiciens de studio de Los Angeles. La plupart d'entre eux sont issus des rangs de l'armée du son constituée par Phil Spector durant la première moitié des années 60, ils ont une formation jazz ou classique et se sont adaptés à la pop par opportunisme, mais ils le font dans les règles de l'art. Depuis qu'il a entendu *Be my Baby* des Ronettes sur son autoradio en 1963 – le choc ressenti l'obligeant à stopper le véhicule sur le bord de la chaussée – Brian Wilson ne vit plus que dans l'envie dévorante de se mesurer à Spector, et l'emploi de ses musiciens est une première pierre chipée, fébrilement, au *Wall of Sound*.

Ce groupe informel baptisé The Wrecking Crew, en raison de leur endurance qui les voit accusés par les fonctionnaires des studios de «démolir le métier», aligne des épées comme le batteur Hal Blaine, la bassiste fascinante Carol Kaye, les guitaristes Glen Campbell, Tommy Tedesco ou Billy Strange, les clavières Al De Lory ou Don Randi et quantité d'autres derrière chaque pupitre. Ils enchaîneront des milliers de sessions jusqu'au milieu des années 70, mais rien ne sera comparable dans leurs souvenirs communs à celles passées sous la direction de Brian Wilson au tournant des sixties, lorsque celui-ci se fait la promesse de produire «*le plus grand disque de rock'n'roll jamais enregistré*». *Rubber Soul* des Beatles lui a retourné le cerveau dans tous les sens, la pop a franchi avec eux plusieurs grades dans son passage à



le dauphin en avalant d'énormes sandwichs au beurre de cacahuètes et finir en pleurs devant le regard humide du cétacé dans lequel il voyait sans doute miroiter sa propre inaptitude au monde des hommes. Il s'est également fait installer une tente berbère, à l'intérieur laquelle il se réfugie pour fumer des spliffs et tenter de reconforter dans ce brouillard ses angoisses de ne pas atteindre les objectifs pharaoniques qu'il s'est imprudemment fixés. Les «*symphonies de poche*» dont son cerveau turbiné le moindre mouvement, les mille nuances célestes et les suaves réverberations verront-elles le jour, une fois en studio, telles qu'il les a fantasmées? Et si ce mirage solitaire douceâtre, dans lequel l'emprisonnaient les drogues et l'inspiration divine, se dissipait brutalement une fois que les autres, rentrés au bercail, le ramenaient à la réalité?

Immensité luxuriante

«*Il ne faut pas merder avec notre formule*», lâchera Mike Love en découvrant, furieux, les *backing tracks* complexes de *Pet Sounds*, enregistrées au studio Western Hollywood, où Brian Wilson est parvenu en maître à dompter, voire à éblouir, ses musiciens qui en avaient pourtant vu d'autres. Carl, et surtout Dennis, en admiration béate face au génie explosif de leur ainé, calment les ardeurs belliqueuses du cousin. Al Jardine est ravi que le titre *Sloop John B.*, une adaptation tourneboulée d'un traditionnel folk qu'il avait initiée des mois plus tôt, fasse partie du programme. Tous découvrent, à travers les textes de Tony Asher, l'ampleur des mélancolies et des frustrations qui dissimule Brian, réalisant qu'il sera impossible de le faire retourner à l'insouciance solaire de leurs débuts. *I Just Wasn't Made for These Times*, dit l'une des chansons. *Caroline, No*, ballade nacrée et déchirante qui clôturera l'album, sort avant en single sous le seul nom de Brian Wilson, une incongruité imposée par Capitol Records traduisant la confusion d'un groupe qui a tellement souffert et tiré au flanc pendant les parties vocales que Brian Wilson en a mis la majorité à la poubelle pour les refaire lui-même avec l'ingénieur Chuck Britz. Album déconcertant à sa sortie en mai 1966, notamment pour Capitol qui le fusille en publiant dans la foulée un best-of des anciens tubes, *Pet Sounds* possède l'éternité devant lui. Son échec commercial du moment (hormis en Angleterre, ou une campagne «*Brian is a genius*» orchestrée par le publicitaire des Beatles, Derek Taylor, fonctionne à plein) n'est qu'un grain de sable comparé à l'immensité luxuriante dont ses amoureux n'ont jamais fini d'explorer les détails.

Devenu un genre de paria d'une industrie qui ne jure que par le box-office, Brian Wilson obtient toutefois les crédits nécessaires pour se lancer dans un autre projet titanique qui consiste à faire entrer en collision

Malgré sa structure complexe et ses collages expérimentaux, «Good Vibrations» est un carton mondial qui redonne foi en l'avenir à Brian Wilson.

toutes ses idées extravagantes et avant-gardistes à l'intérieur d'une seule chanson, baptisée *Good Vibrations*. Sa mère lui avait raconté que les chiens ressentaient des vibrations imperceptibles par les humains, et depuis *Pet Sounds* où l'on entendait aboyer ses propres toutous (Banana et Louie), l'enfant jamais tout à fait grandi, désormais aux abois vis-à-vis d'un entourage qui a du mal à le suivre, y sent comme un refuge à sa propre hypersensibilité. Mike Love, mi-admiratif mi-moqueur, le surnomme d'ailleurs «Dog ears» en raison de sa capacité à percevoir en studio des sons que personne d'autre n'entend. D'autant que Brian souffre désormais d'un autre symptôme, lié à ses problèmes de surdité exacerbés par la prise de LSD: il entend des voix. Dans son cerveau agité cohabitent ainsi les musiques fantasmées où Bach et Spector lui chatouillent toujours les neurones, mais aussi les fantômes malveillants aux scissions convulsives dont ont accouché on ne sait quels démons intérieurs pour achever de lui pourrir la vie.

Cette paranoïa ira crescendo au cours des années suivantes, mais le temps de la conception de *Good Vibrations*, Brian Wilson maîtrise avec tant d'adresse son talent que personne n'oserait le prétendre déconnecté. Mike Love a réussi à expulser Tony Asher et reprend les rê-

nes des paroles en tentant de capturer l'essence des «vibrations» de l'époque, marquée par l'émergence du Flower Power et ses liaisons spirituelles avec les philosophies indiennes (Love sera du fameux voyage à Rishikesh avec les Beatles deux ans plus tard et deviendra lui-même prof de méditation transcendentale en 1971). Pour une simple chanson de moins de quatre minutes, conçue comme une «*symphonie de poche*», Brian Wilson mobilise pas moins de quatre studios pendant près de neuf mois, usant 90 heures de bandes (pour un coût avoisinant 75 000 dollars de l'époque) et toutes les patiences des musiciens, lesquels devinrent pourtant que le résultat sera révolutionnaire.

Et il l'est ô combien! Qualifiée de «*cantique psychédétique*» par l'écrivain et journaliste Michka Assayas, cette pièce en plusieurs mouvements qui s'enchaînent comme des tableaux renoue à la fois avec les débuts insoucients du groupe, dont les harmonies vocales constituent la trame rassurante, mais traduit aussi une sorte d'incertitude en l'avenir qui est propre à la psychologie craintive de Brian, lequel choisit un dérivé du théramine, instrument fantomatique s'il en est, pour déployer une onde étrange tout au long du morceau, ainsi qu'une cascade de violoncelles qui en constituent l'œil du cyclone.

Malgré sa structure complexe et ses collages expérimentaux, *Good vibrations* est un carton mondial qui redonne foi en l'avenir à Wilson, lui qui considère le titre comme la matrice de son futur album, *Smile*, d'abord baptisé *Dumb Angel*, composé lui aussi de dizaines de fragments dont chaque enregistrement est une odyssée en soi. Il s'est mis à la colle avec un nouveau parolier, jeune dandy des milieux branchés de Los Angeles, Van Dyke Parks, dont la poésie abstraite est imprégnée des figures de la Beat Generation mais qui s'intéresse également au grand récit de l'Amérique dont *Smile*, avec en tête de pont l'épique

Heroes & Villains (titre qui nécessitera lui aussi des dizaines d'heures de sessions), se voudrait l'épopée ultime. Malgré une annonce en grande pompe début 1967, publicité à l'appui montrant la pochette naïve réalisée par Frank Holmes, l'album est un chantier sans fin dans lequel Wilson finit par se perdre en y laissant les feux les plus ardents de son génie créatif. Un morceau d'ailleurs intitulé *Fire*, instrumental furieux comme une coulée de lave, est l'occasion de sessions au bord du délire, où les musiciens sont obligés de revêtir des uniformes de pompiers, et où Wilson fait cramer des morceaux de bois dans des seaux pour donner à ressentir la proximité de l'incendie. Il suffira qu'un immeuble prenne feu quelques pâtés de maison plus bas pour que le leader des Beach Boys se croie doté de pouvoirs divinatoires maléfiques et commence à avoir peur de lui-même comme de son art.

Le choc «Sgt. Pepper» et l'arlésienne «Smile»

Dans sa rivalité à distance – et à sens unique – avec les Beatles, il sait aussi que ses concurrents s'apprécient à sortir un disque annoncé comme un nouveau chef-d'œuvre (Paul McCartney est venu lui rendre visite, il croque des branches de céleri sur *Vegetables* et lui a joué *She's Leaving Home* au piano). Début juin, lorsque paraît *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band*, Wilson jette l'éponge et renonce à sortir l'album – remplacé par un succédané baptisé *Smiley Smile*, enregistré en petit comité par le groupe qui rejoue sans fièvre les morceaux les plus vendus du lot. Si la plupart des gens qui l'entourent – dont une belle armée de parasites mondains – sont épousés par ce qu'ils considèrent comme **Suite page 6**



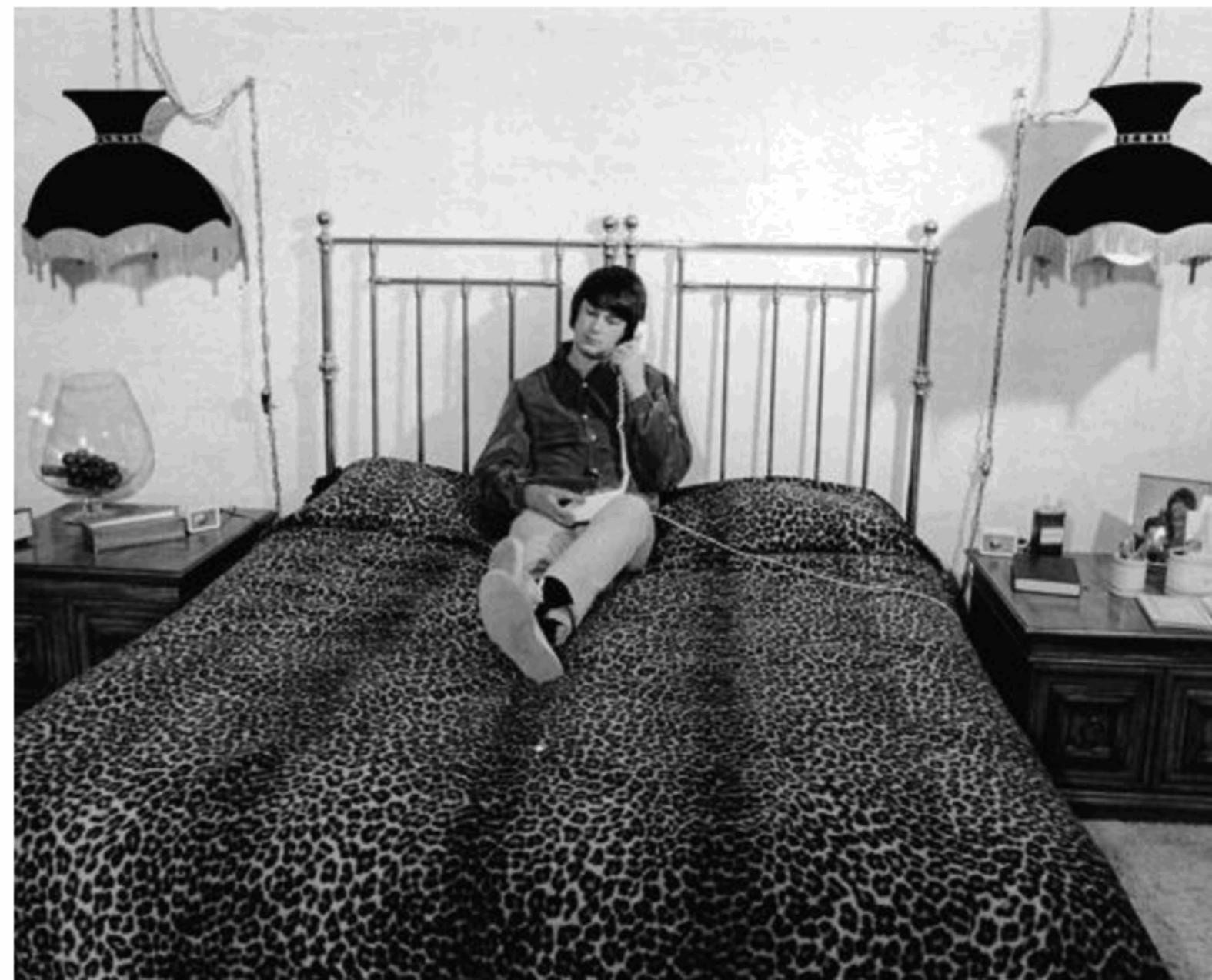
Brian Wilson, Mike Love, Carl et Dennis Wilson, et Al Jardine. PHOTO MICHAEL OCHS ARCHIVES

Suite de la page 5 un interminable caprice, une personne possède un poste privilégié pour observer la profondeur du naufrage. Sa femme, Marilyn.

Marylin et Brian se sont rencontré en 1962 lors d'un concert des Beach Boys au Pandora's Box, sur Sunset, et le musicien maladroit a renversé par mégarde son chocolat chaud sur la belle robe qu'elle avait revêtue pour l'occasion. Seconde des trois filles Rovell, une famille juive originaire de Chicago qui s'est installée dans le quartier de Fairfax, Marilyn n'a que 14 ans. Elle en aura seulement 16 lorsqu'elle épousera Brian deux ans plus tard, et avec ses deux sœurs elle formera The Honeys, groupe produit par Wilson qui voulait en faire une sorte de pendant féminin des Beach Boys. Même si Brian est, dit-on, secrètement amoureux de sa sœur Diane (qui inspirera nombre de chansons de *Pet Sounds* et participera comme musicienne aux disques cruciaux des Beach Boys), c'est Marylin qui s'engage à son bras dans un long périple marital d'où naîtront deux filles, Carnie et Wendy – lesquelles formeront dans les années 80 le trio Wilson Phillips avec la fille de John et Michelle Phillips de The Mamas & The Papas. C'est Marilyn qui assiste, impuissante bien que vaillante, à la chute au ralenti d'un homme qui avait atteint le toit du monde avant de finir fracassé sur les rochers de la folie, au point de ne plus reconnaître ses propres enfants et de se croire en permanence sous la menace d'espions et de tueurs (engagés, selon ses délires, par Phil Spector). Le mariage durera jusqu'en 1979, au bout du chemin de croix que représenteront des années 70 dont Brian Wilson semble être un Christ pathétique, exhibé par sa famille comme un monstre et montré comme tel à la télé, notamment lors d'une séquence cruelle de *Saturday Night Live* ou John Belushi et Dan Aykroyd le tirent de force du lit pour aller le coller sur une planche de surf dont il se gamelle en beauté.

Résurrection du héros crucifié

Si son génie sort parfois de la lampe pour illuminer certains albums des Beach Boys qui, sans ça, auraient pu bien ternes, Brian Wilson n'a plus l'aura qui était la sienne quand apparaissent dans le champ Led Zeppelin, David Bowie, Elton John, Queen ou les punks – qui pourtant, tous, le vénèrent. Le lustre des Beach Boys ne perdure qu'à travers des compilations qui mettent en



Brian Wilson, chez lui à Los Angeles, en 1967. PHOTO ALAMY. ABACA

exergue les tubes surf, alors que *Pet Sounds* n'est même plus disponible dans les bacs et que l'arlésienne *Smile* n'obsède que quelques féti-chistes qui croient au miracle d'une résurrection. Elle aura lieu, mais il faudra attendre que Brian traverse un nouveau calvaire, imposé par un psychiatre escroc, Eugene Landy, un temps manager de George Benson et qui le marabouté au début des années 80, faisant main basse tant sur sa psyché en marmelade que sur le magot que représente 25 % des copyrights de ses anciennes chansons, en plus des centaines de milliers de dollars d'honoraires qu'il empêche annuellement pour une thérapie qui a tout d'une torture à petit feu. Wilson est aussi réduit peu à peu à l'état de légume par

Brian Wilson n'a plus l'aura qui était la sienne quand apparaissent dans le champ Led Zeppelin, David Bowie, Elton John, Queen ou les punks – qui pourtant, tous, le vénèrent.

les médicaments, cloîtré dans une demeure linceul sans aucun contact avec le reste de sa famille. Tout ceci est admirablement reconstitué dans le biopic *Love & Mercy*, réalisé en Bill Pohlad en 2014, qui met en regard le Brian Wilson de 1966 (joué par Paul Dano) avec ce qu'il est devenu vingt ans plus tard (sous les traits de John Cusack), à savoir un homme dépendant d'une mafia de thérapeutes véreux, d'où une bonne fée va venir l'extirper. Il s'agit de Melinda Ledbetter (Elizabeth Banks dans le film), une ancienne mannequin reconvertie dans la vente de Cadillac, qui pour le sortir de ce guêpier sordide vole reconnecter avec sa famille et affronter comme une lionne l'infest Landy. Celui-ci aura toutefois réussi un miracle, faire enregistrer un album étonnamment digne à Brian Wilson, qui apparaît svelte et en bonne forme à sa sortie en 1988, même si les circuits intérieurs, lors des interviews, semblent totalement fondus. L'album, baptisé *Brian Wilson*, est salué par la critique, les chansons *Love & Mercy*, *Melt Away* ou *Rio Grande* (dont Landy s'octroie certains crédits alors qu'il n'a pas plus de talents musicaux qu'un talon de santiag) sont d'authentiques réussites mal-



Brian Wilson en 2004 à Paris, deux ans après le «Pet Sounds Tour». PHOTO LUDOVIC CARÈME. VU

gré une production trop climatisée. Cela aurait pu donner lieu à une éclaircie méritée si, le même mois, les Beach Boys n'avaient sorti le médiocre *Kokomo*, chanson de la BO du film *Cocktail*, et décroché un improbable numéro 1 international quand l'album de Brian Wilson végètera cruellement dans les limbes des classements.

Outre Melinda Ledbetter, Brian Wilson ignore à ce moment-là que d'autres bons samaritains sont en train d'oeuvrer pour que son prestige retrouve bel et bien l'ampleur qui lui est dû. Dès la fin des années 80, le musicien Darian Sahanaja et le futur biographe Domenic Priore ont reconstitué patiemment la structure de *Smile* à l'aide de cassettes pirates qui circulent parmi les fans les plus acharnés. Sahanaja forme quelques années plus tard le groupe The Wondermints, et c'est lui qui parviendra au début des années 2000 à convaincre Melinda de relancer auprès de Brian l'idée d'un retour sur scène pour jouer *Pet Sounds*, avec l'ambition de s'approcher un peu plus près de l'astre maudit *Smile*. Entre-temps, des générations de musiciens ont remis la période 65-67 des Beach Boys au sommet des panthéons pop, les albums sont réédités et agrémentés de sessions inédites, et si Brian Wilson n'a enregistré que des disques sans flamme après sa sortie de l'enfer, son Eden d'autrefois est prêt à reprendre toute sa splendeur. Ce sera donc tout d'abord le «Pet Sounds Tour» de 2002, accueilli partout comme une éblouissante renaissance, même si Brian Wilson semble souvent perdu derrière son clavier, marmonnant péniblement des paroles de chansons rendues toutefois à leur éclat originel par des musiciens et choristes fantastiques. Deux ans plus tard, en février 2004, la première de «Brian Wilson presents Smile» a lieu au Royal Festival Hall de Londres, et cette fois on n'est pas loin du triduum pascal vu l'importance de la résurrection, à la fois du héros crucifié et de son second testament donné pour perdu depuis trente-sept ans. Les sessions originales de *Smile* comme sa nouvelle version rejouée en studio mettent ainsi fin à une énigme à laquelle les Champollion de plusieurs générations ont obstinément consacré une partie de leur vie – pendant que le principal intéressé, il faut bien l'avouer, n'en avait strictement rien à foutre. D'ailleurs, lors de ses apparitions publiques ou dans les documentaires qui retracent son parcours, Brian Wilson n'a pas l'air de bien comprendre ce qui lui arrive. Il continue, dans son propre monde à l'écart, à parler de *Be my Baby* et de Phil Spector comme d'un grail non atteint qui lui fait toujours faire des cauchemars (alors que bon...) et cite aussi souvent, plus étrangement, *Proud Mary* de Creedence Clearwater Revival comme une autre de ses obsessions (alors que bon...), tout ça avec un vocabulaire, une candeur et une attitude qui rappellent celles d'un enfant de 12 ans. En 2011, il avait publié un disque (très dispensable) où il interprétait des chansons des films de Walt Disney. ♦



**UN VIEUX
D'AUJOURD'HUI
C'EST PAS UN TYPE
QUI ÉCOUTAIT
TINO ROSSI.**

LE MAGAZINE QUE L'ON
FINIRA TOUS PAR LIRE
TRIMESTRIEL 7,90€





Les FDS ont déployé des milliers de leurs membres le long de l'Euphrate.



Des bâtiments portent encore les stigmates d'anciens combats contre l'EI.



En 2015, la

SYRIE

«Chaque jour, nous constatons que Daech repasse à l'action»

Dans l'est du pays, l'Etat islamique continue de prospérer de part et d'autre de l'Euphrate, qui sépare les territoires sous contrôle de la coalition autonome arabo-kurde et du nouveau gouvernement. Malgré un accord signé en mars, la lutte conjointe contre la menace jihadiste demeure compliquée.

Par
LAURENT PERPIGNAN IBAN
 Envoyé spécial dans la région de Deir el-Zor (Syrie)
 Photos **ALEXANDRA HENRY, HANS LUCAS**

Tuchés sur des pick-up, kalachnikov en bandoulière et regards alertes, des combattants essentiellement kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) s'enfoncent à vive allure sur les routes cabossées qui bordent l'Euphrate. Le fleuve, large et paresseux, découpe la région en deux : ici, au nord, la partie aux mains de la coalition arabo-kurde (AANES) qui administre le tiers nord-est du pays depuis la chute de l'Etat islamique ; en face, sur l'autre rive, celle sous le contrôle du nouveau gouvernement syrien. Le convoi s'arrête au pied du vieux pont de béton qui relie ces deux mondes. C'est ici que Mahmoud Jalil, membre des forces de sécurité arabo-kurdes – les Asayish – est en poste. Minutieusement, il inspecte les véhicules qui quittent le territoire autonome, et qui rejoignent Deir el-Zor. De l'autre côté, le check-point tenu par le nouveau pouvoir syrien est bien visible. «*Tous les matins, on se salue à distance*, lâche Mahmoud Jalil, amusé. *Mais nous ne nous connaissons pas.*» Ces dernières semaines, une même peur semble unir les deux camps : celle de voir resurgir les fantômes de l'organisation Etat islamique (EI), toujours enracinée dans la région. Tous sont en état d'alerte maximale :



ville de Deir el-Zor était occupée par les jihadistes.



Le général Firas connaît bien Al-Zalabiyyah, aujourd'hui point chaud de la région.

côté AANES, trois attaques jihadistes ont été déjouées en quelques jours; de l'autre côté du fleuve, en plus d'avoir publié un communiqué lapidaire à l'adresse du nouvel homme fort syrien, Ahmed al-Charaa, l'EI vient de revendiquer sa première offensive contre les forces gouvernementales, à quelques centaines de kilomètres de là.

«Disparaître dans la nature»

Armes prêtes à l'emploi, Aboud et Mohammed, deux jeunes membres arabes des FDS, partent en patrouille. «Nous savons que Daech repasse à l'action le long de l'Euphrate, nous le constatons chaque jour ou presque», explique le premier. «Ils se déplacent souvent à moto et peuvent ouvrir le feu si nous restons statiques, avant de disparaître dans la nature», précise le deuxième. Leur ronde quotidienne les mène au cœur d'un chapelet de villages, serrés au plus près du fleuve. Dans ces hameaux, l'ambiance est lourde. Car en dépit de l'intégration dans leurs rangs d'un grand nombre d'Arabes originaires de la région, les FDS sont souvent perçus comme les représentantes d'un pouvoir venu d'ailleurs, et dominé par les Kurdes. D'autant que face à une menace diffuse, mais constante, la vigueur des opérations antiterroristes engagées

dans certains villages n'aide ni à améliorer leur image ni à créer un rapport de confiance. Al-Zalabiyyah, hameau isolé de quelques centaines d'habitants, est l'un des points chauds de la région. Le général Firas, 43 ans, connaît bien le secteur : il est né à quelques kilomètres de là. «C'est l'un des foyers les plus actifs de Daech. Tout peut arriver. Les combattants rôdent et profitent de la moindre faille pour nous attaquer.»

«Il n'y a pas de problème sécuritaire ici», réplique furtivement un commerçant interrogé à l'abri des regards des FDS. Mais dans cette bourgade perdue, ce sont davantage les yeux qui parlent : ceux des hommes du village qui se tiennent debout sans broncher face à la patrouille, ceux des femmes qui guettent au loin, ceux des enfants qui ne répondent pas aux sourires des militaires. «Dans la région, beaucoup de villageois aident les membres de l'EI, soit par sympathie, soit par peur, d'eux ou de nous, je ne sais pas. C'est un terrain rural très difficile à déchiffrer», reprend Aboud.

A quelques encablures, la localité d'Al-Kasrah offre les mêmes scènes. Les FDS ont installé une de leurs bases, entourée de tranchées de plusieurs mètres de profondeur. Le général Firas veut se montrer rassurant : «Même si tout peut arriver, nous avons des relais partout.



«Aucune coopération n'a été mise en place [avec les forces de gouvernement], pas même sur des choses simples, comme l'échange d'informations.»

Abu Ali Fulaz
général des FDS

Cela nous permet d'intervenir en amont, souvent avant que des attaques ne soient menées.»

«Situation préoccupante»

Depuis la chute du régime syrien, le 8 décembre, la résurgence de Daech inquiète. Mais, à rebours des idées reçues, toutes les sources sécuritaires interrogées s'accordent : si l'EI se réorganise effectivement à la faveur de l'instabilité provoquée par le changement de pouvoir, son retour – sérieux – aux affaires s'est effectué sous le régime Assad. Ainsi, selon le Middle East Institute, Daech aurait mené 700 attaques en 2024 sur le territoire syrien – trois fois plus que l'année précédente. «La situation est préoccupante. Sur la partie gérée par le nouveau gouvernement, l'EI se restructure sérieusement autour de Palmyre, dans le désert de Homs», explique Abu Ali

Fulaz, général des FDS en charge du secteur allant de la frontière irakienne à Deir el-Zor. Et ici, c'est aussi le cas dans toute la vallée de l'Euphrate que nous partageons avec le nouveau pouvoir.» Le gradé connaît bien ce péril : il a quitté Deir el-Zor en 2015, lorsque la ville était occupée par les jihadistes. «Les leaders de Daech sont les mêmes qu'avant, bien qu'il y ait une nouvelle génération, plus jeune, qui émerge. Quand les prisons syriennes se sont ouvertes après la chute d'Assad, de nombreux membres de l'EI se sont évadés. Logiquement, les troupes de Hayat Tahrir al-Sham [les combattants jihadistes syriens ayant renversé le dictateur, ndlr] étaient concentrées sur la traque des personnes liées au régime. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement est face à un enjeu sécuritaire difficile, il sera ardu de déloger ces groupes. Nous continuons de ratisser notre périmètre, tout en nous préparant à des raids en provenance de leur territoire.»

Une situation d'urgence que les Forces démocratiques syriennes prennent au sérieux. Des milliers de leurs membres sont déployés le long de la vallée verdoyante de l'Euphrate, devenue une véritable zone grise, faute de coordination entre les deux camps. Il y a quelques semaines, un projet de patrouilles conjointes contre l'EI a fuité. «Nous en sommes loin, souffle Abu Ali Fulaz. Aucune coopération n'a été mise en place, pas même sur des choses simples, comme l'échange d'informations. Les contacts se limitent à la circulation des véhicules par-delà les deux territoires, comme

c'était le cas avant avec le régime Assad.» La situation irrite Washington. Donald Trump, qui a décidé de réduire la présence militaire américaine en Syrie de moitié – soit un millier de soldats –, a posé un ultimatum cinglant : les FDS devront être intégrées à l'appareil d'Etat dès le mois d'août.

Sur le terrain, chacun se demande comme une telle tâche pourrait être accomplie rapidement. D'autant que les crispations sont nombreuses. Comme la nomination par les nouvelles autorités syriennes d'Abu Hatem Shaqra à la tête de la 86^e division, à Rakka et Deir el-Zor. Ancien chef du groupe Ahrar al-Sharqiya, accusé de nombreux crimes de guerre, il avait en 2019 mené la sauvage exécution de la dirigeante kurde Hevrin Khalaf. Les images du corps mutilé de la jeune femme filmées par les combattants avaient fait le tour du monde.

«L'Etat islamique attend son heure»

L'intégrer dans l'appareil sécuritaire officiel, c'est «un très mauvais signal», dénonce Abu Ali Fulaz, qui évoque côté AANES «un malaise énorme». Pour un vétéran des Unités de protection du peuple (YPG), intégrées aux FDS, ayant requis l'anonymat, cette promotion est au contraire «une bonne nouvelle». Abu Hatem Shaqra «est vivant, et tout près de nous», ajoute-t-il dans une menace à peine voilée. Pour lui, la confiance envers le nouveau gouvernement reste fragile : «Ahmed al-Charaa est perçu comme trop consensuel par une partie de ses troupes. L'EI le sait, et attend son heure. Il parle sur des défections à venir, quand certaines factions finiront par le lâcher.»

De l'autre côté du fleuve, les habitants de la zone contrôlée par le nouveau pouvoir se montrent plus optimistes, toujours portés par l'euphorie née de la chute du dictateur Assad. «Les relations sont bonnes avec les forces de sécurité du gouvernement. En cas de dérapage de leur part, on peut discuter. Maintenant, il faut avancer et réunifier ce pays», espère Muhammad Al-Ayesh, de Mayadin, un des anciens fiefs de l'EI. «Les cellules de Daech sont actives dans les campagnes, mais en ville, la situation est stable», estime de son côté Sobhi Hamdan, 25 ans, à Deir el-Zor. Lui croit enfin à «une vraie coopération entre les FDS et le gouvernement».

«Une coopération n'est pas suffisante, tranche Al-Ayesh. Il faut un appareil sécuritaire unique, très vite.» Un souhait récurrent, partagé par beaucoup, mais qui semble encore hors de portée. Comme un signe du caractère sensible de ces enjeux, sollicitées, les forces de sécurité gouvernementales de Deir el-Zor n'ont pas souhaité faire de commentaire. Depuis sa base, le général Firas conclut : «L'idée de patrouilles conjointes est positive. Mais je reste prudent. Beaucoup de leurs soldats viennent de groupes radicaux qui nous haïssent, comment leur faire confiance? J'aimerais être optimiste. L'avenir apportera les réponses à nos questions.»

Par

EMMANUEL FANSTEN
et **GUILLAUME GENDRON**

Il fut un temps, pas si lointain, où Bagdad était une des capitales du monde juif. En 1937, Ezra et Khedouri Lawee se distinguent par leur opulence parmi leurs 150 000 coreligionnaires vivant alors en Irak. Les deux frères, qui possèdent la concession General Motors pour tout un pan du Moyen-Orient, font construire sur un terrain au bord du Tigre une vaste demeure, symbole de leur statut, pour y loger leurs familles respectives. Avec ses colonnades néoclassiques, sa pelouse manucurée et sa piscine, Beit Lawee («la maison des Lawee», en hébreu) tient autant du palace oriental que du manoir hollywoodien. Mais les soubresauts de l'histoire viendront bientôt briser le rêve irakien des Lawee, les jetant sur les routes de l'exil, comme tout le reste de la communauté juive du pays, aux racines remontant pourtant à l'ère babylonienne.

De ce monde englouti ressort aujourd'hui une affaire au symbolisme potentiellement explosif pour la France: les Lawee, qui ont trouvé refuge au Canada il y a trois générations, demandent compensation pour la spoliation de leur bien. Une requête qui n'est pas adressée aux autorités irakiennes mais à l'Etat français: Beit Lawee est, en effet, depuis plus de soixante ans, l'ambassade de France à Bagdad.

L'homme qui porte ce combat s'exprime dans un français parfait. Petit-fils d'Ezra Lawee, Philip Khazzam, 65 ans, habite toujours à Montréal, où il dirige une prospère société d'importation de noix et de fruits secs. «Je me suis lancé dans cette histoire il y a une vingtaine d'années, raconte-t-il à Libération. Ce n'est pas qu'une question d'argent, c'est avant tout une affaire de droits humains. C'est l'injustice qui m'a poussé à agir.» Son médiatique avocat, Jean-Pierre Mignard, intime de François Hollande, n'y va pas par quatre chemins: «Ce n'est pas de gaité de cœur que j'attaque la République française. Mais ce dossier, il faut bien le dire, c'est une nouvelle affaire de biens juifs.»

POGROMS ET LÉGISLATION ANTISÉMITE

L'affaire en question est tortueuse, épousant à la fois les contours des relations diplomatiques en dents de scie de la France avec l'Irak et celles d'un Moyen-Orient en ébullition dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Lorsqu'ils consentent à louer leur propriété au gouvernement français, fin 1964, les frères Lawee et leurs familles ont déjà quitté l'Irak depuis presque quinze ans, victimes de mesures étatiques de plus en plus discriminatoires. La création de l'Etat d'Israël en 1948, au prix d'une guerre contre les armées arabes coalisées et du déplacement forcé de centaines de milliers de Palestiniens a, par réverbération, embrasé la région. Pogroms et législa-



La demeure familiale des Lawee, construite sur les bords du Tigre, à Bagdad. ARCHIVES DE LA FAMILLE LAWEE

L'ambassade de France à Bagdad et le silence de Paris face à «une affaire de biens juifs»

ENQUÊTE

Les ayants droit de la famille Lawee, réfugiée depuis trois générations au Canada, poursuivent l'Etat français, dont la représentation permanente se trouve depuis des décennies dans les murs de leur maison spoliée dans les années 1960 par le régime irakien.

tion antisémite se multiplient. Ces persécutions poussent à l'exode la quasi-totalité des Juifs irakiens. Lesquels sont contraints, s'ils rejoignent l'Etat hébreu dans le cadre d'un gigantesque pont aérien – ce qui est le cas pour la grande majorité –, d'abandonner leur nationalité et leurs biens.

Les Lawee, eux, conservent officiellement les deux, après avoir opté pour le Canada, ce que leurs moyens permettent, malgré l'espoir déçu de rallier les Etats-Unis: «Les délais pour la green card étaient trop longs et la situation trop urgente», raconte leur descendant canadien. Francophile, la famille se réjouit, malgré l'exil, de voir la prestigieuse ambassade de France s'installer dans leur paradis perdu, dont ils avaient confié la gestion à un gardien de confiance, en attendant des jours meilleurs. Le contrat de location signé avec le Quai d'Orsay prévoit le versement d'un loyer principal en dinars à l'Etat irakien et d'un complément payable en France, où la famille a ouvert un compte.

Mais très vite, la situation dégénère. Après la guerre des Six Jours (1967), les derniers Juifs irakiens sont assignés à résidence, leurs comptes gelés et, pour certains, arrêtés, accusés de collusion avec l'ennemi israélien, menant même à des pendaisons en place publique de présumés «espions sionistes». En 1969, un an après le coup d'Etat du parti Baas de Saddam Hussein, le gouvernement irakien exige de devenir le bénéficiaire exclusif du paiement des loyers de l'ambassade de France. La propriété des Lawee est «gelée» plutôt qu'expropriée – une subtilité



Claire, Hilda, Mayer, Madelaine, Naima et Ezra Lawee.

juridique sur laquelle s'appuie aujourd'hui la famille – et sa gestion confiée à la municipalité de Bagdad. La France continue néanmoins à dédommager les deux frères en leur versant un loyer complémentaire sur leur compte français. Mais ce dernier versement est interrompu à son tour en 1974.

UNE POLITIQUE RÉSOLUMENT PRO-ARABE

Pour Philip Khazzam, cette date ne doit rien au hasard. Elle correspond au rapprochement tous azimuts du nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, chantre d'une politique résolument pro-arabe, avec le régime de Saddam Hussein. L'Irak s'impose alors comme le premier partenaire moyen-oriental de la France, qui joue un rôle majeur dans le développement de son programme nucléaire. Dès cette année-là, les Lawee prennent contact avec le gouvernement français pour obtenir le règlement des loyers impayés. En vain. «*Il s'agit non seulement d'une spoliation, mais aussi d'un enrichissement indu de la France, insiste Khazzam. Car pour tous les biens gelés à l'époque, les loyers payés par les nouveaux occu-*

pants étaient très inférieurs au prix du marché et le sont toujours aujourd'hui. La France a donc profité financièrement de notre malheur.» Une tache morale, pour M^e Mignard, qui y voit, «*par passivité ou*

courroux, un acquiescement à la politique judéophobe» de Saddam Hussein. Détail aggravant : après la spoliation effective des Lawee, le dictateur revoit même le loyer de l'ambassade à la baisse...

Pendant des décennies, cette situation va pourtant perdurer sans émouvoir personne à Paris. D'autant qu'entre 1991, date de l'invasion du Koweït, et juillet 2004, un an après la chute du régime irakien, les relations diplomatiques sont officiellement rompues entre Bagdad et Paris, qui continue néanmoins de nommer, à partir de 1995, des diplomates français sous pavillon roumain dans la capitale irakienne pour «*protéger ses intérêts*».

C'est donc en 2004, lorsque la France repose en fanfare une plaque «Ambassade de France» sur le portail de la Beit Lawee, que Philip Khazzam mandate Lucien Bouchard, ex-Premier ministre québécois redevenu avocat, pour prendre langue officiellement avec le Quai d'Orsay. Mais ses courriers restent lettre morte. Il faudra attendre 2021 pour que les choses commencent enfin à bouger. Tout juste désigné par la famille Lawee en raison de son entretien et de ses connexions politiques dans la hollandie, Jean-Pierre Mignard saisit aussitôt le nouveau ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui se trouve être aussi un de ses intimes depuis leurs jeunes années au Parti socialiste. Le Breton est le premier ministre français à accepter d'engager le dialogue. «*A ce moment-là, mes clients sont persuadés qu'une solution va*

émerger, de façon apaisée, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils ont tant attendu pour médiatiser cette histoire», souligne Jean-Pierre Mignard.

Plusieurs rendez-vous sont alors organisés avec les services du Quai d'Orsay. Quelques mois plus tard, Le Drian indique, dans un courrier que *Libération* a pu consulter, avoir mandaté l'ambassadeur de France pour sensibiliser les autorités irakiennes à «*l'importance*» que la France accorde à ce dossier, et pousser à ce que «*toutes les mesures d'élucidation soient conduites à ce sujet pour permettre qu'une réponse soit apportée aux sollicitations de la famille Lawee*».

«QUE CACHE CE SCANDALE ?»

Mais le volontarisme du ministre ne suffit pas, et il quitte son poste avant de parvenir à faire bouger les lignes. Aucun de ses successeurs sous la présidence Macron – Catherine Colonna, Stéphane Séjourné et Jean-Noël Barrot – n'osera plus s'attaquer à l'épineux dossier, que les diplomates se refilent de service en service «*comme une patate chaude*», constate M^e Mignard. «*Je ne comprends pas la position de la France, ressasse Philip Khazzam. Aujourd'hui, je ne peux que m'interroger : que cache ce scandale ? Existe-t-il d'autres familles spoliées comme la nôtre avec la complicité de votre pays ?*»

En mars 2024, la secrétaire générale du Quai d'Orsay, Anne-Marie Descotes, renouvelle sa proposition d'aider la famille Lawee à trouver un accord avec les autorités irakiennes.

nes, dont elle loue la «*disponibilité constante*» et la «*bonne volonté*». Soulignant les nombreux échanges entre Paris et Bagdad sur ce sujet depuis trois ans, la haute fonctionnaire estime que les services du Quai d'Orsay «*ont œuvré avec diligence et volontarisme*» et «*fait avancer le dossier de manière nette et sans précédent*». La diplomate écarte d'ailleurs toute demande d'indemnisation et précise qu'après une «*étude approfondie*», son ministère est arrivé à la conclusion que «*l'Etat n'est pas en mesure de donner une suite favorable à la demande de réparation*» de la famille Lawee. «*Le versement sur fonds publics d'indemnités en réparation d'un préjudice dont l'Etat n'est pas à l'origine est contraire au principe constitutionnel d'interdiction de consentir des libéralités*», écrit la secrétaire générale. Comprendre : la France veut bien jouer les intermédiaires, pas plus.

C'est la goutte d'eau pour les ayants droit des deux frères dépossédés, qui décident d'attaquer, en mai 2024, la France devant le tribunal administratif. Et lui réclament désormais plus de 21 millions d'euros, dont 7 millions au titre du préjudice moral. «*L'Etat français n'a versé aucun loyer ni proposé de compensation financière à la famille Lawee depuis 1974*, déplorent les conseils de la famille dans leur requête, que *Libération* a pu consulter. *La France est restée passive durant cinquante ans, n'élevant aucune contestation contre un état de fait en violation de son propre droit national comme du droit européen et international.*»

Les héritiers Lawee veulent croire que leur combat pourrait ouvrir une voie vers un mouvement plus large de réparations. Selon le quotidien canadien *The Globe and Mail*, qui a révélé l'affaire outre-Atlantique, au moins 30 milliards d'euros auraient été spoliés aux Juifs irakiens dans les années 1940 et 1950.

Un an après le dépôt de leur requête, le ministère des Affaires étrangères reste mutique. Auprès de *Libération*, une source diplomatique «*refuse de commenter une affaire judiciaire en cours*». Selon Jean-Pierre Mignard, le Quai d'Orsay n'aurait même pas désigné d'avocat, rendant le dialogue d'autant plus impossible, alors qu'une demande parallèle de médiation a été déposée en avril. Un silence «*méprisant*», s'indigne l'avocat, «*alors que l'on pourrait imaginer que, au vu des erreurs de la France vis-à-vis des Juifs dans son histoire, on traite cette affaire avec d'autant plus d'égards et de précaution*». ◆



Bernard Bajolet, alors ambassadeur de France en Irak, à Bagdad en 2004. PHOTO SAEED KHAN. AFP



www.lyonbd.com

LYON BD FESTIVAL

Les 13, 14 et 15 juin 2025

20^e édition



Dédicaces

Jeunesse

Ateliers

Expositions

Spectacles & animations

Rencontres & tables rondes



Par

CÉCILE BOURGNEUF

Envoyée spéciale à Nogent (Haute-Marne)

Pas d'émotion, ni d'empathie. Lors de sa conférence de presse, mercredi, le procureur de la République de Chaumont, Denis Devallois, a livré un portrait glaçant de l'adolescent soupçonné d'avoir tué une surveillante à coups de couteau, mardi matin, devant le collège Françoise-Dolto de Nogent (Haute-Marne). Le collégien de 14 ans, placé en garde à vue après les faits, a reconnu être l'auteur, tout en déclarant «*ne pas pouvoir l'expliquer véritablement*». Le jeune homme voulait «*en prendre à une surveillante*», sans cibler sa victime, Mélanie, 31 ans, «*contre laquelle il n'avait aucun grief*». Mardi, alors

qu'une fouille aléatoire des sacs est menée par les gendarmes devant l'établissement entre 8h 15 et 8h 30, l'élève de troisième sort de son sac un couteau de cuisine. Il poignarde alors à sept reprises l'assistante d'éducation qui se tient à l'entrée. Il avait choisi, le matin même dans la cuisine familiale, le plus gros couteau – 34 centimètres, avec une lame d'une longueur de 20 centimètres – «*pour faire le plus de dégâts*», selon ses déclarations en garde à vue rapportées par le procureur. Malgré l'intervention rapide des secours, la victime est morte sur place à 10 h 10.

FASCINATION POUR LA VIOLENCE
L'ancienne coiffeuse, qui s'était reconvertis comme assistante d'éducation, travaillait au collège depuis septembre et était «*particuliè-*

rement appréciée, notamment dans l'exercice de sa profession», a décrit Denis Devallois. Elle était aussi mère d'un enfant de 4 ans. L'autopsie pratiquée mercredi a révélé sept plaies, dont deux blessures de défense aux mains, deux plaies aux épaules, une au crâne et deux dans le dos, l'une profonde de 18 centimètres, identifiée comme à l'origine de la mort. L'un des gendarmes présents, qui a désarmé le mineur, a été blessé à la main, lui occasionnant dix jours d'incapacité totale de travail (ITT).

Selon ses déclarations en garde à vue, le mineur a prémedité son geste. L'adolescent a affirmé qu'il «*ne supportait plus le comportement des surveillantes*» de son collège, «*qui sont toutes des femmes*», a précisé le procureur. Vendredi, il avait été «*sermonné*» par

une surveillante pour avoir embrassé sa petite amie dans l'établissement. Il a indiqué avoir ressassé l'épisode dès le lendemain, et commencé à envisager de s'en prendre à une surveillante, sans viser une personne en particulier. Décrit par le procureur comme «*sociable, plutôt bon élève, intégré à la vie de son établissement*», le suspect était référent anti-harcèlement depuis plusieurs années dans son collège. Il avait tout de même fait l'objet de deux sanctions disciplinaires en novembre et décembre 2024 pour avoir frappé deux camarades, un dans sa classe à qui il avait porté des coups de poing et un élève de sixième. Il avait alors écopé d'une exclusion de cours d'une journée avec maintien dans l'établissement, puis d'une exclusion temporaire d'un jour. Aucun incident n'avait été signalé depuis. Sans antécédents judiciaires, le collégien est issu d'une famille unie et décrite comme insérée.

Selon le magistrat, le collégien, qui ne présente «*aucun signe d'un possible trouble mental*», n'a exprimé «*ni regret ni compassion pour les victimes*» et «*se montre détaché au regard de la gravité de son acte et des conséquences vis-à-vis de lui-même*». Le jeune garçon «*en perte de repères concernant la valeur de la vie humaine*» voulait «*une certaine fascination pour la violence et la mort*» et pour les personnages sombres de certains films et séries télévisées. Peu présent sur les réseaux sociaux, il est décrit comme un adepte de jeux vidéo violents, sans pour autant y être «*addict*», selon ses propres dires et ceux de ses parents. Aucun élément ne permet à ce stade de confirmer qu'il aurait annoncé son projet en amont à un assistant d'éducation, comme l'avait annoncé M6 plus tôt dans la journée. Initialement placé en garde à vue pour tentative de meurtre sur une personne chargée d'une mission de service public, et pour violences sur personne dépositaire de l'autorité publique, il est désormais mis en cause pour meurtre aggravé. Sa garde à vue a été prolongée de vingt-quatre heures.

SÉRIE D'ANNONCES SÉCURITAIRES

Posté devant le collège Françoise-Dolto mercredi matin, Evan, le beau-fils de la victime, insistait auprès des médias : «*Sa peine devra être exemplaire mais ça ne la ramènera pas. Ce n'est pas une question de sécurité, parce que ce sera toujours contourné, ça fait partie d'un problème plus large de culture de la violence chez les jeunes hommes.*» Le collège, situé dans une commune de 3500 habitants, avait déjà accueilli un contrôle de sacs mené par les gendarmes le 25 avril, sans incident et sans arme blanche retrouvée. Ce jeudi midi, comme dans tous les établissements scolaires de France, une minute de silence y sera observée. Le lendemain, une marche blanche sera organisée à Nogent par la famille de la victime à 18 heures.

Cette attaque a déclenché une série d'annonces sécuritaires. Emmanuel Macron a dénoncé un «*déferlement de violence insensé*». Son Premier ministre, François Bayrou, a annoncé l'interdiction de la vente de couteaux aux mineurs, une mesure qui doit être appliquée par arrêté dans les quinze jours, selon Matignon. Il a aussi proposé l'expérimentation de portiques de sécurité à l'entrée des établissements scolaires. Mais ces propositions ne font pas consensus. La ministre de l'Education nationale a rappelé sur France Inter mercredi matin les limites de ces dispositifs : l'agression est survenue pendant une fouille, et certains types de couteaux, notamment en céramique, échappent aux détections. Elisabeth Borne a insisté sur l'importance de ne pas transformer les établissements en zones sous cloche, de repérer les signes de fragilité psychologique chez les jeunes et de «*les protéger de la surexposition aux écrans, de la banalisation de la violence*».

SURVEILLANTE TUÉE Un meurtre «sans regret, ni compassion»

Au lendemain du meurtre d'une assistante d'éducation dans un collège de Haute-Marne, le procureur de la République de Chaumont a affirmé que le suspect ne présentait aucun «trouble mental». Si l'adolescent a reconnu les faits, il n'a exprimé aucune empathie.



Le procureur de Chaumont, Denis Devallois, mardi devant le collège de Nogent. PHOTO JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN. AFP



Devant le collège Françoise-Dolto de Nogent, mercredi.

«On va attendre combien de drames pour proposer autre chose que des portiques?»

Alors que les indicateurs alarmants sur la santé mentale des jeunes se multiplient, les professionnels en milieu scolaire font état de difficultés structurelles majeures.

Entre l'explosion des troubles de santé mentale, des pensées suicidaires et des prises de médicaments psychotropes chez les adolescents, ce n'est plus un secret pour personne : les jeunes vont mal. «*On est dans une urgence absolue*», alerte l'infirmière scolaire Gwenaelle Durand, secrétaire générale du Syndicat national des infirmiers et infirmières éducateurs de santé (Sniess-Unsa). Dans son lycée à Bourg-en-Bresse (Ain), plus de 80 % des consultations des adolescents se font désormais pour des motifs de santé mentale. «*Prendre le temps avec ces élèves et leur proposer un lieu où échanger est important, sinon les troubles se détériorent, ils s'isolent et des drames se produisent*», abonde-t-elle. Encore faut-il que la porte soit ouverte.

«Réorganisation»

Actuellement, la majorité des professionnels en première ligne face à la détresse psychologique des élèves – les infirmiers et infirmières, médecins, psychologues et assistants et assistantes de service social – est ballottée entre plusieurs établissements. Résultat, «des élèves peuvent attendre plusieurs jours parce que, malheureusement, on n'est présent dans ce collège que deux jours par semaine», souligne Gwenaelle Durand. Dans le même temps, les besoins des adolescents augmentent «car les jeunes expriment de plus en plus leur mal-être», pointe Géraldine Duriez, psycholo-

gue de l'Education nationale (PsyEN) et représentante du syndicat Snies-FSU.

Si la question de la santé mentale – érigée en grande cause nationale 2025 – n'a de cesse de revenir sur la table à chaque fois divers survenus en milieu scolaire, «les mesures annoncées, notamment dans le cadre des Assises de la santé scolaire [qui se sont tenues le 14 mai et ont été orientées sur la question de la santé mentale après la mort d'une lycéenne à Nantes, fin avril, poignardée par un camarade de classe, ndlr] ne sont pas suffisantes ou ne correspondent pas du tout au besoin de l'école», regrette Géraldine Duriez. Avec un seul médecin scolaire pour 13 000 élèves, un psychologue de l'Education nationale pour 1 500 élèves et un infirmier pour 1 300 élèves, la Cour des comptes pointait dès 2020 des «difficultés endémiques» concernant le dispositif de santé scolaire et appelait à

«une réorganisation complète, assortie d'une révision des méthodes de travail».

Invité au 20 heures de TF1 après le décès d'une assistante d'éducation, poignardée par un élève lors d'un contrôle des sacs devant le collège Françoise-Dolto à Nogent (Haute-Marne) mardi, François Bayrou a annoncé miser sur l'élargissement de la liste des armes blanches interdites aux mineurs ou encore sur la mise en place de portiques de sécurité à l'entrée des établissements scolaires. Une suren-

chère sécurité qui fait grincer les syndicats : «On va attendre combien de drames pour proposer autre chose que des portiques?» cingle Gwenaelle Durand.

«On se débrouille»

Si le Premier ministre a également assuré vouloir former «toute la communauté scolaire» à détecter «les signes» permettant de repérer la détresse des jeunes, «on sait déjà repérer les enfants fragiles», corrige Nicolas Lefebvre, assistant social scolaire syndiqué à la CGT. Les élèves

vont mal parce que les prises en charge, à l'école mais aussi à l'extérieur, ne sont pas opérantes». Dans le Gers, où il gravite entre cinq établissements scolaires, les remontées d'informations préoccupantes augmentent de «près de 25 % chaque année depuis au moins trois ans, avec un sous-calibrage systématique des réponses apportées».

Face au manque criant de moyens humains, il faut donc souvent bricoler. «On est beaucoup dans la gestion de pénurie», pointe Barbara Fiorini-Bekali, référente de la branche PsyEN du syndicat enseignant SE-Unsa. On a besoin d'allonger les rencontres avec les élèves et les parents alors on se débrouille : on commence plus tôt, on n'a pas de pause méridienne ou on téléphone aux équipes enseignantes le week-end pour les accompagner.»

MARGAUX GABLE
Photo **CORENTIN FOHLEN**

Avec un seul médecin scolaire pour 13 000 élèves et un psychologue pour 1 500 élèves, la Cour des comptes pointait dès 2020 des «difficultés endémiques» concernant le dispositif de santé scolaire.



LIBÉ.FR

**«C'était comme la roulette russe» :
après une série d'accidents du travail,
les usines Paprec devant la justice**

Accusée d'une série de défaillances ayant mené en 2023 à la mort du jeune technicien de maintenance Jules Pertet, la multinationale du recyclage Paprec (3 milliards d'euros de chiffres d'affaires) est jugée ce jeudi pour homicide involontaire par le tribunal correctionnel de Nîmes. «Il ne se sentait pas en sécurité», affirme la mère du jeune homme, Sylvie Pertet. PHOTO FRANCOIS HENRY. REA

Retraites: pour le Medef, c'est toujours 64 ans... au moins

L'organisation patronale a transmis ses propositions dans le cadre du «conclave» sur les retraites. Elle suggère d'indexer l'âge de départ sur l'espérance de vie, tout en faisant quelques concessions sur la pénibilité et la situation des femmes.

Par
FRANTZ DURUPT

C'est l'heure de vérité pour les protagonistes de la concertation sur les retraites lancée en février (sous le nom de «conclave») par François Bayrou pour permettre aux syndicats et au patronat de «reprendre sans suspendre» la réforme de 2023 qui a reculé à 64 ans l'âge légal de départ. Etrangement mutique lors de la dernière réunion du 5 juin, le Medef, qui n'a jusqu'à maintenant montré aucun allant pour aboutir à un accord d'ici à la date butoir du 17 juin, est finalement sorti de son silence mardi soir: il a transmis aux syndicats ses propositions, en vue d'une nouvelle réunion mercredi après-midi.

**L'HISTOIRE
DU JOUR**

Laquelle ne s'est pas très bien conclue: «Il n'est pas possible qu'on soit demain soir [ce jeudi, à l'issue de la prochaine séance de négociations, ndlr] dans le même état de discussion», a acté Yvan Ricordeau, le chef de file de la CFDT, en prévenant: «Ça voudra dire que le terrain d'atterrissement de mardi sera difficilement possible.»

Il faut dire que le Medef a donné peu de grain à moudre à ses interlocuteurs sur l'objet le plus âpre du débat,

à savoir l'âge légal de départ, sur lequel la CFDT dit depuis le début vouloir un «bougé». Au nom d'*«un esprit de responsabilité»*, la première organisation patronale ne veut pas remettre en cause les 64 ans, qui restent à ses yeux une borne de départ minimale. Elle suggère même d'aller plus loin à terme, en s'inspirant de certains pays européens, qui ont mis en place un mécanisme d'indexation de l'âge de départ sur l'espérance de vie: le Danemark, modèle assumé du patronat, doit ainsi arriver à 70 ans... A travers cette mécanique, le Medef estime qu'il sera possible de *«favoriser l'émergence d'un consensus social autour des retraites, de dépassionner le sujet et d'éviter des réformes par à-coups qui cristallisent les tensions»*.

Réserve. C'est un point qui a semblé faire consensus entre les parties prenantes: selon elles, le système ne peut plus être régi uniquement par la politique, soumis à ses intérêts électoraux et à la nécessité de faire adopter chaque année une loi de financement de la Sécurité sociale. Il leur faudrait donc prendre davantage la main sur le régime de base des retraites, à l'image du régime complémentaire de l'Agirc-Arrco, entièrement paritaire, qui fonctionne sur une «règle d'or» l'obligeant à avoir toujours une réserve en cas de turbulences. *«Dans le cadre de cette règle d'or, et comme pour l'Agirc-Arrco, les partenaires sociaux pourraient décider chaque année du niveau de revalorisation des pensions»*, écrit le Medef.

Cette idée, qui implique un changement législatif, donnerait davantage de latitude pour des désindexations

partielles ou totales, quand la loi oblige à ce que celles-ci soient indexées sur l'inflation - Michel Barnier, qui a voulu revenir sur cette règle, l'a payé en décembre d'une censure à l'Assemblée nationale. Le Medef précise qu'il souhaite voir ces propositions débattues *«y compris avec les partenaires sociaux qui ont quitté la délégation paritaire permanente»*, c'est-à-dire la CGT, FO et l'U2P (troisième syndicat patronal).

A défaut de montrer un signe d'ouverture sur l'âge et de se dire prêt à un effort financier via les cotisations des entreprises, c'est sur les volets de la pénibilité et des retraites des femmes que le mouvement patronal se montre, pour une fois, prêt à quelques avancées. Ainsi, s'agissant de ce que le Medef appelle l'*«usure professionnelle»*, il se dit prêt à réintégrer les trois principaux critères physiques (port de charges lourdes, vibrations mécaniques, postures pénibles) qui avaient disparu à sa demande du compte professionnel de prévention (C2P) lors de l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir.

La cartographie des métiers exposés serait réalisée branche par branche ou, à défaut, au niveau national et interprofessionnel. On semble s'approcher de ce que la CFDT a mis sur la table en avril, et qui, selon des estimations qu'elle a obtenues en début de semaine, pourrait permettre à près de deux millions de personnes de partir avant l'âge légal. Sauf que... la lourde contrepartie à cette concession réside justement dans le fait que le C2P ne permettrait plus, grâce aux points acquis, de partir plus tôt. Il serait, explique le Medef, *«centré spécifiquement sur la prévention: formation, reconversions*



Patrick Martin, président du Medef, en juin 2024 à Paris. PHOTO JULIEN DE ROSA. AFP

professionnelles, passage à temps partiel sans perte de salaire».

Les départs anticipés, eux, se feraient uniquement dans le cadre des dispositifs d'incapacité permanente et d'inaptitude-invalidité, qui seraient assouplis et permettraient à davantage de personnes de partir à 60 ou 61 ans. L'effort financier représenterait jusqu'à 1,7 milliard d'euros, que le Medef veut compenser par une révision du dispositif des carrières longues, devenu selon lui trop généreux dans le cadre de la réforme de 2023. Le mouvement patronal ferme en revanche la porte à la

proposition de la CFTC consistant à baisser l'âge d'annulation de la décote, 67 ans actuellement, à 66 ans. Il en coûterait 1,2 milliard d'euros en 2030.

Surcote. Quant aux femmes, nombreuses à être pénalisées par la réforme de 2023 qui les prive du bénéfice de leurs trimestres acquis pour maternité, le mouvement patronal propose de calculer leur pension sur les 23 ou 24 meilleures années, au lieu des 25 meilleures aujourd'hui. Cette proposition répond à celle de la CFE-CGC, qui prône une amélioration du dispositif de surcote ins-

tauré en 2023, afin que la pension des mères puisse être améliorée de 10 % au lieu de 5 %. Mais la CFE-CGC a fait savoir qu'elle n'accepterait d'en rester aux 64 ans que si les deux mesures sur les femmes étaient retenues, et si le patronat concédait un effort financier des entreprises pour atteindre l'équilibre du système en 2030 (pour l'heure le déficit prévu par le Conseil d'orientation des retraites, dont le nouveau rapport annuel est attendu ce jeudi, devrait avoisiner les 6,5 milliards d'euros à cette échéance). Or le Medef exclut toujours toute hausse des cotisations. ◀

LA LISTE

Les déclarations de patrimoine des ministres à la loupe

LE CHER PIANO DE LOMBARD

La publication, mardi, des intérêts et du patrimoine des membres du gouvernement est l'occasion de découvrir que le ministre de l'Economie est un fan d'art, avec une collection évaluée à 612 000 euros d'œuvres. Il est également détenteur d'un piano à 45 000 euros et d'un voilier.

CORVETTE OU CITROËN ?

Certains préfèrent les voitures, comme Véronique Louwagie, heureuse propriétaire d'une Corvette depuis dix ans. Valérie Létard, elle, préfère visiblement les vieux tacots puisqu'elle détient une Mehari, une 2 CV et une Saab. Bruno Retailleau est lui modeste propriétaire de deux Citroën.

LES BIJOUX ABSENTS DE DATI

Alors que les ministres doivent déclarer les biens de plus de 10 000 euros, cette catégorie est vide dans la fiche de la ministre de la Culture. Libé avait pourtant révélé en avril l'existence de 19 pièces de grand luxe détenues par la maire du VII^e arrondissement de Paris.

Expulsion de migrants vers Guantánamo : des Européens dans le viseur de Trump

La stratégie est bien rodée : frapper fort, instrumentaliser les symboles, pour mieux dissuader. D'après plusieurs médias américains, dont le *Washington Post*, l'administration Trump s'apprête à intensifier considérablement le transfert de migrants en situation irrégulière vers la base navale américaine de Guantánamo, à Cuba. L'objectif déclaré : désengorger les centres de rétention saturés sur le sol américain.

Mais cette manœuvre suscite de vives inquiétudes, notamment en Europe, où plusieurs centaines de ressortissants, dont des Français, pourraient être concernés. Le seul nom de Guantánamo réveille aussitôt les souvenirs funestes de la lutte antiterroriste post-11 Septembre. Or depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump semble résolu à métamorphoser cette enclave militaire en zone de transit pour migrants en instance d'expulsion. Fin janvier, il avait enjoint les ministères de la Défense et de la Sécurité intérieure de préparer la base à accueillir jusqu'à 30 000 personnes. Jusqu'ici, seules quelques centaines de migrants, pour moitié

Vénézuéliens, y ont été transférés, dans un relatif silence et à un coût exorbitant. Mais la cadence pourrait désormais s'accélérer. Exaspéré par la lenteur des interpellations, jugée incompatible avec sa promesse de conduire la «plus grande opération d'expulsion» de l'histoire des Etats-Unis, Stephen Miller – conseiller influent de Trump et maître d'œuvre de sa politique migratoire – a éclaté de colère le 21 mai, lors d'une réunion à Washington avec les responsables

ANALYSE

rapporte le quotidien de la capitale. «Cet article est une fausse information. Cela n'arrivera pas», a balayé mercredi d'un message lapidaire sur X la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt. Parmi les individus ciblés figurent des ressortissants de nombreux pays alliés : France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Belgique, Irlande, Pays-Bas, Pologne... Un document mentionne le chiffre de 800 Européens, parmi lesquels 100 Roumains, 170 Russes et un Autrichien. Détail révélateur : Washington ne prévoit pas d'informer préalablement les gouvernements concernés. Une décision qui passe mal, y compris dans les cercles diplomatiques américains, où certains dénoncent une provocation gratuite à l'égard d'alliés pourtant coopératifs sur les expulsions. Sollicité par *Libération*, le Quai d'Orsay n'avait pas réagi mercredi à la mi-journée.

Pour les personnes visées, l'expérience promet d'être d'autant plus rude que Guantánamo, malgré ses infrastructures militaires, n'est nullement conçue pour accueillir un afflux massif de civils.

Après la demande présidentielle de janvier, l'armée avait bien érigé à la hâte une «ville de tentes» composée de 195 structures capables d'héberger 3 000 personnes... avant de la démonter, faute de transferts. Cette installation pourrait désormais être remontée dans l'urgence.

Action collective. La volonté de l'administration américaine d'accélérer ces transferts survient alors que s'intensifient les démarches juridiques visant précisément à empêcher l'utilisation de Guantánamo comme centre de détention pour migrants. Dans une action collective déposée le 4 juin, plusieurs organisations de défense des libertés, dénoncent des conditions de vie et d'hygiène «punitives» : nourriture insuffisante, vêtements changés une fois par semaine, cellules infestées de rongeurs... Pour les plaignants, la Maison Blanche n'a fourni aucun motif «légitime» justifiant l'enfermement de migrants à Guantánamo. A leurs yeux, le gouvernement «utilise la menace de Guantánamo pour effrayer les migrants et inciter à l'auto-expulsion».

FRÉDÉRIC AUTRAN

Brésil Jair Bolsonaro a comparu pour tentative de coup d'Etat



Le face-à-face s'annonçait explosif, il n'en fut rien. Jair Bolsonaro est apparu profil bas, mardi, à la barre du Tribunal suprême fédéral, la plus haute juridiction du Brésil. Deux heures durant, l'ex-président et chef de file de l'extrême droite a été soumis au feu roulant des questions du juge Alexandre de Moraes,

sa bête noire, sur une supposée tentative de coup d'Etat pour se maintenir au pouvoir malgré sa défaite face à Lula da Silva, le 30 octobre 2022. Bolsonaro n'a même pas cherché à démentir qu'il avait tenté de défaire le résultat électoral par la force. Mais à l'entendre, il aurait agi en toute légalité. «J'étais révolté, j'ai dit des gros mots, mais jamais je n'ai abandonné le cadre de la Constitution», a-t-il assuré.

CHANTAL RAYES (à São Paulo)

A lire en intégralité sur [Libération.fr](#)

Argentine Cristina Kirchner condamnée à six ans de prison



La vie politique de la principale opposante au président argentin d'extrême droite, Javier Milei, a pris fin mardi dans l'après-midi, quand la Cour suprême du pays a confirmé la condamnation de l'ex-cheffe de l'Etat (péroniste de gauche) Cristina Kirchner à six ans de prison, assortis d'une inéligibilité à vie, pour fraudes aux marchés publics pendant sa présidence (2007-2015).

Dans son jugement, la Cour considère que les peines en première et deuxième instances «étaient fondées sur les nombreuses preuves produites». Kirchner a cinq jours ouvrables pour se présenter à la justice en vue de l'exécution de sa peine, laquelle, en raison de son âge (72 ans), prendra probablement la forme d'une assignation à résidence, et non d'une incarcération.

FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ

A lire en intégralité sur [Libération.fr](#)

«Les clients de Tesla subissent un préjudice direct et concret qui les empêche de jouir de leur voiture.»

PATRICK KLUGMAN ET IVAN TEREL

avocats d'une dizaine de détenteurs français de Tesla

Marre d'être associés à l'image d'un complotiste, antisémite et anti-LGBT. Une dizaine de clients français de Tesla qui considèrent qu'ils ne peuvent plus conduire tranquillement ces véhicules devenus des «totems d'extrême droite» ont assigné la marque en justice, ont annoncé mercredi leurs avocats, Patrick Klugman et Ivan Terel : «Du fait des agissements d'Elon Musk [...], les véhicules de la marque Tesla sont devenus des symboles politiques forts et apparaissent désormais comme de véritables "totems" d'extrême droite, au grand dam de ceux qui en avaient fait l'acquisition à la seule fin de disposer d'un véhicule innovant et écologique.» Les plaignants ont assigné la marque devant le tribunal de commerce de Paris, demandant la résiliation de leur contrat de leasing (d'une durée de quatre ans en général, avec la possibilité d'acheter le véhicule à la fin) et le remboursement des frais de justice.

Palestine Cinq syndicats français appellent à la mobilisation samedi

Cinq syndicats – la CFDT, la CGT, l'Unsa, Solidaires et FSU – ont appelé mercredi à une «mobilisation pour la Palestine» samedi partout en France et à Paris notamment, à 14 heures place de la République. Un appel qui s'ancre «dans le cadre du week-end mondial de mobilisations, pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza», et qui demande la reconnaissance de l'Etat de Palestine. Selon AP, le ministère de la Santé de Gaza a annoncé mercredi que 55104 Palestiniens sont morts dans la guerre entre Israël et le Hamas.

Justice Le père d'Estelle Mouzin attaque l'Etat pour «faute lourde»

Eric Mouzin, père d'Estelle Mouzin, disparue en 2003, a assigné mercredi l'Etat pour «faute lourde» et «dénie de justice» dans l'enquête sur la disparition de sa fille, victime de Michel Fourniret. Ses avocats font valoir que la succession de dix juges d'instruction a pu nuire au suivi de l'affaire, soulignant qu'un magistrat «met des mois, voire plus d'une année, pour prendre connaissance de l'importante procédure». Ils assurent aussi que «toutes les informations» dont disposait Eric Mouzin «ou tous les témoignages qu'il recevait» n'étaient pas traités par la justice.

3,5 millions

Nintendo explode tous ses records avec la Switch 2. Mercredi, le géant japonais du jeu vidéo a revendiqué la vente de 3,5 millions d'exemplaires de sa nouvelle console hybride dans le monde en seulement quatre jours, après un lancement en grande pompe le 5 juin. Malgré un prix beaucoup plus élevé que la génération précédente – 469,99 euros en Europe (449,99 dollars aux Etats-Unis), contre 329,99 euros pour la Switch 1 –, Nintendo prévoit d'écouler 15 millions d'exemplaires d'ici à mars 2026. L'enjeu est énorme pour le géant japonais : bien qu'il se diversifie dans les parcs à thème et films à succès, environ 90 % de ses revenus proviennent de l'activité liée à la Switch.



Par
STÉPHANIE MAURICE
 Envoyée spéciale à Wormhout
 Photos
STÉPHANE DUBROMEL.
HANS LUCAS

Ia plu toute la journée de la veille, une pluie insistante. «Mais ça ne suffira pas», soupire Jean-Samuel Degrand, devant son champ de lin de 6 hectares. Nous sommes fin mai, à Wormhout, dans le Nord. Sous le vent, les tiges fines ploient en vagues successives, en nuances de vert qui habillent la plaine flamande. De mémoire d'homme, dans le département, on n'avait jamais connu une telle sécheresse des terres au printemps, ce qui oblige à arroser en mai.

«Le trimestre février-mars-avril 2025 est le moins pluvieux enregistré depuis 1959», confirme Météo France. Mai a aussi été particulièrement sec. Et les fortes chaleurs prévues à partir de ce jeudi n'arrangeront pas la situation. En 2024, c'était l'inverse, des inondations dévastatrices. Le lin est l'une des cultures les plus touchées cette année. Elle se sème tôt, fin mars, et ses graines fines ont besoin d'eau pour germer, ce qui limite sa culture à la Normandie et au nord de la France, un climat qui lui convient, en temps normal.

L'agriculteur arrache une poignée de lin et estime sa longueur. Il ferme sa main gauche sur la tige, place au-dessus sa main droite, il faudrait comme cela arriver à en placer dix pour une bonne récolte. Soit environ un mètre de haut. Un, deux, trois, quatre... cinq. Jean-Samuel Degrand n'ira pas au-delà, mine dégoûtée. Dans sa camionnette, il a disposé le long d'un mètre de bois gradué du lin venant d'une parcelle irriguée : il n'y a pas photo. La tête des plantes tutoie les 75 centimètres, et elles atteindront le mètre de rigueur. Mais il n'a pas pu arroser le gros de sa récolte, qui s'annonce perdue.

Quand le lin est trop court, les machines n'arrivent à rien : impossible de l'arracher, ou de le retourner en cours de rouissage, cette pratique qui laisse mûrir les tiges là où elles sont tombées pour récupérer les fibres que l'on tissera. «Il faut du soleil, de la pluie, du soleil, de la pluie», commente Jean-Samuel Degrand. Et enfin, il ne pourra pas être roulé en ballots. Le beau champ ondulant au vent ne prendra pas assez de centimètres avant sa floraison, en juin. D'ailleurs, oeil perçant, l'agriculteur repère une fleurette bleue •••



L'agriculteur Jean-Samuel Degrand dans sa ferme avec son stock de lin de l'année dernière.

Sécheresse Pour les agriculteurs du Nord, l'eau ne coule plus de source

Alors que le printemps s'avère particulièrement aride dans la partie la plus septentrionale de la France, certaines cultures doivent désormais être irriguées. Face à cette pratique émergente, la question sensible du stockage de l'eau commence à faire débat.

REPORTAGE

••• déjà ouverte. Pour irriguer son champ de 1,3 hectare, il a sacrifié trois nuits de sommeil. «On a une vieille installation de 1995», note-t-il. Il puise dans un cours d'eau à proximité. Il faut brancher, tirer les tuyaux tout du long, programmer le débit, et surveiller. «L'électronique et l'eau, ça ne le fait pas», sourit-il.

«ON N'EST PAS HABITUÉS»

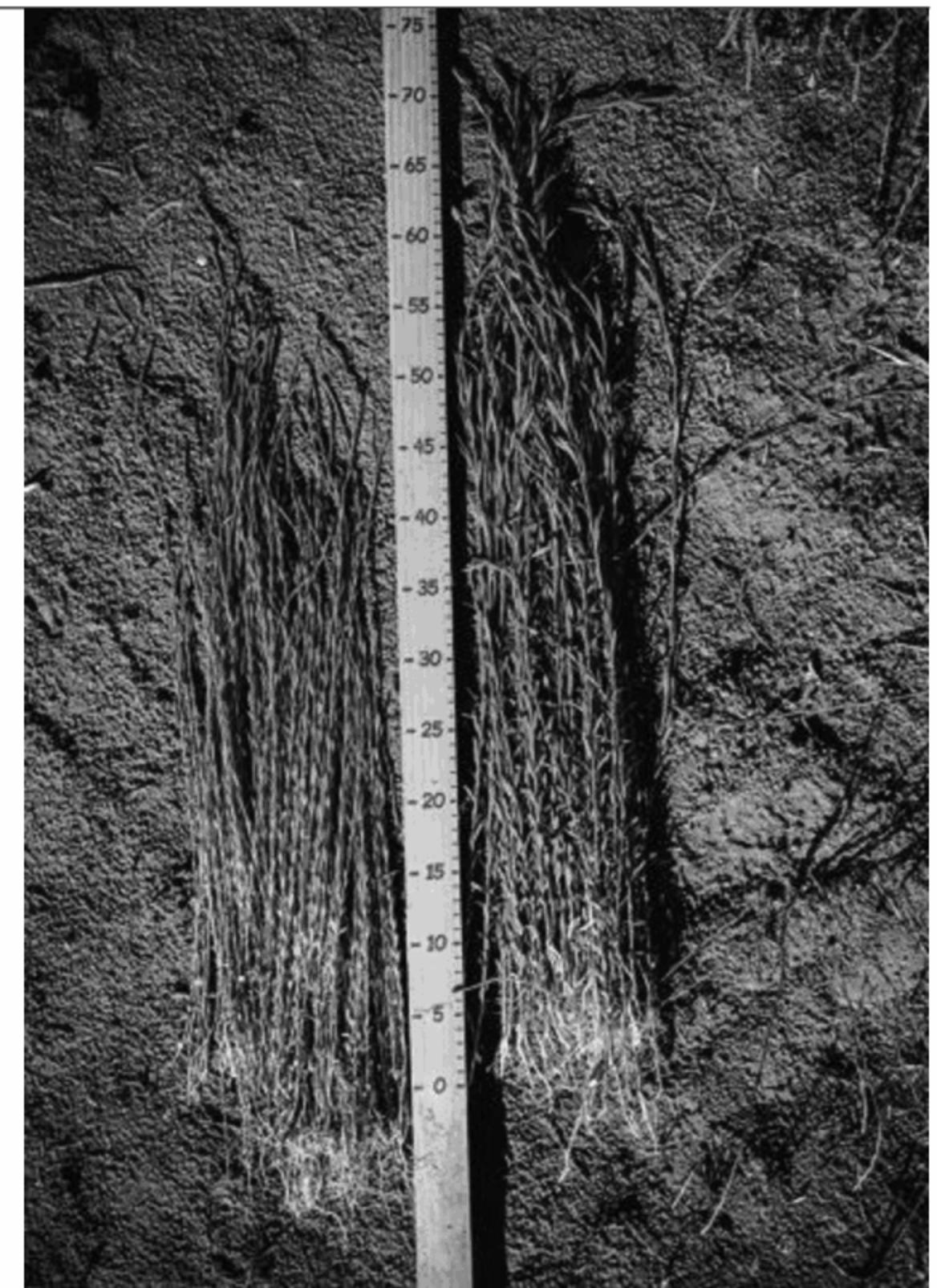
La machine rembobine doucement le tuyau, les canons arrosent le lien au fur et à mesure. Quand il arrive au bout, il faut tout décaler pour irriguer les rangées suivantes. Pour cette parcelle de 100 mètres de long, toutes les trois heures, c'est bis repetita. Alors, aller se coucher ne sert pas à grand-chose : l'agriculteur préfère veiller.

Le président de la Fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles (FDSEA) du Nord, David Meurillon, le constate, la pratique est encore émergente : «Dans le Nord, 3 % des parcelles agricoles sont irriguées, c'est encore très peu. Pour nous, c'est une corvée supplémentaire à laquelle on n'est pas habitué, qu'on fait la nuit parce qu'il y a moins de vent, et pour garder l'humidité.» Jean-Samuel Degrand dit, lui, qu'il n'a «la capacité d'arroser que 10 à 15 %» de ses parcelles.

Acheter du matériel d'irrigation plus performant ? Il renâcle et critique la réglementation : «Pour pouvoir investir, il faut savoir où on va. On n'a pas assez d'eau stockée. On n'utilise peut-être qu'1 % des eaux qui ruissent, tout le reste part à la mer.» Il voudrait



A Esquelbecq, dans le Nord, le 28 mai.



Du lin en maque d'eau à gauche et des plants irrigués à droite.

creuser une mare, comme son père l'a fait pour ses pois. «*Il y a des poules d'eau, des poissons, c'est un réservoir de biodiversité*», argumente-t-il. Il pense aussi qu'il faut faire confiance aux agriculteurs: «*Franchement, si on peut s'en passer, on s'en passe. Tu es trempé, dans le noir, tu préférerais être dans ton lit.*» Le coût n'est pas anodin: pour irriguer une heure avec 25 millimètres d'eau, il faut compter 250 euros par hectare, entre la redevance et le matériel de pompage et d'irrigation, estime David Meurillon.

Ici, dans la plaine flamande comme dans le bassin de l'Aa, les terres du polder sont maintenues à sec grâce à un réseau complexe de canaux, les wateringues, qui date du XIII^e siècle: quand le niveau monte trop, le surplus d'eau se déverse à la mer. Du gâchis, d'un point de vue d'agriculteur. L'année 2024, avec ses inondations exceptionnelles, a été une leçon: «*On a conscience du réchauffement climatique*», dit Jean-Samuel Degrard. La nécessité de mieux gérer l'eau, dans ses épisodes extrêmes d'abondance ou de manque, est devenue une évidence.

La chambre d'agriculture du Nord-Pas-de-Calais incite les irrigants à passer à la gestion volumétrique, plutôt qu'aux horaires et jours imposés d'irrigation. Chacun déclare ses cultures, ses besoins estimés en eau, et se voit attribuer un volume qu'il peut pomper. «*C'est une gestion plus fine de l'eau, même si ça demande un peu de paperasse en plus pour les agriculteurs*, explique Claire Bodéle, cheffe du service sol, eau et air à la chambre d'agri-

Suite page 18

Europe du nord-ouest: l'humidité au plus bas

Dans son bulletin mensuel, publié mercredi, l'observatoire européen Copernicus avertit qu'une partie du Vieux Continent a connu ce printemps les précipitations et niveaux d'humidité du sol les plus bas depuis au moins 1979.

L'Espagne inhabituellement humide et la Grande-Bretagne asséchée. Les cartes publiées mercredi par l'observatoire européen Copernicus donnent à voir une Europe qui semble sens dessus dessous. «*Une grande partie de l'Europe septentrionale et centrale*» est plus sèche que la moyenne, avertit le bulletin de mai. De la moitié nord de la France en passant par l'Allemagne, le Danemark, le sud de la Suède et jusqu'en Russie, les pluies ont été insuffisantes pour la saison et les sols sont particulièrement secs.

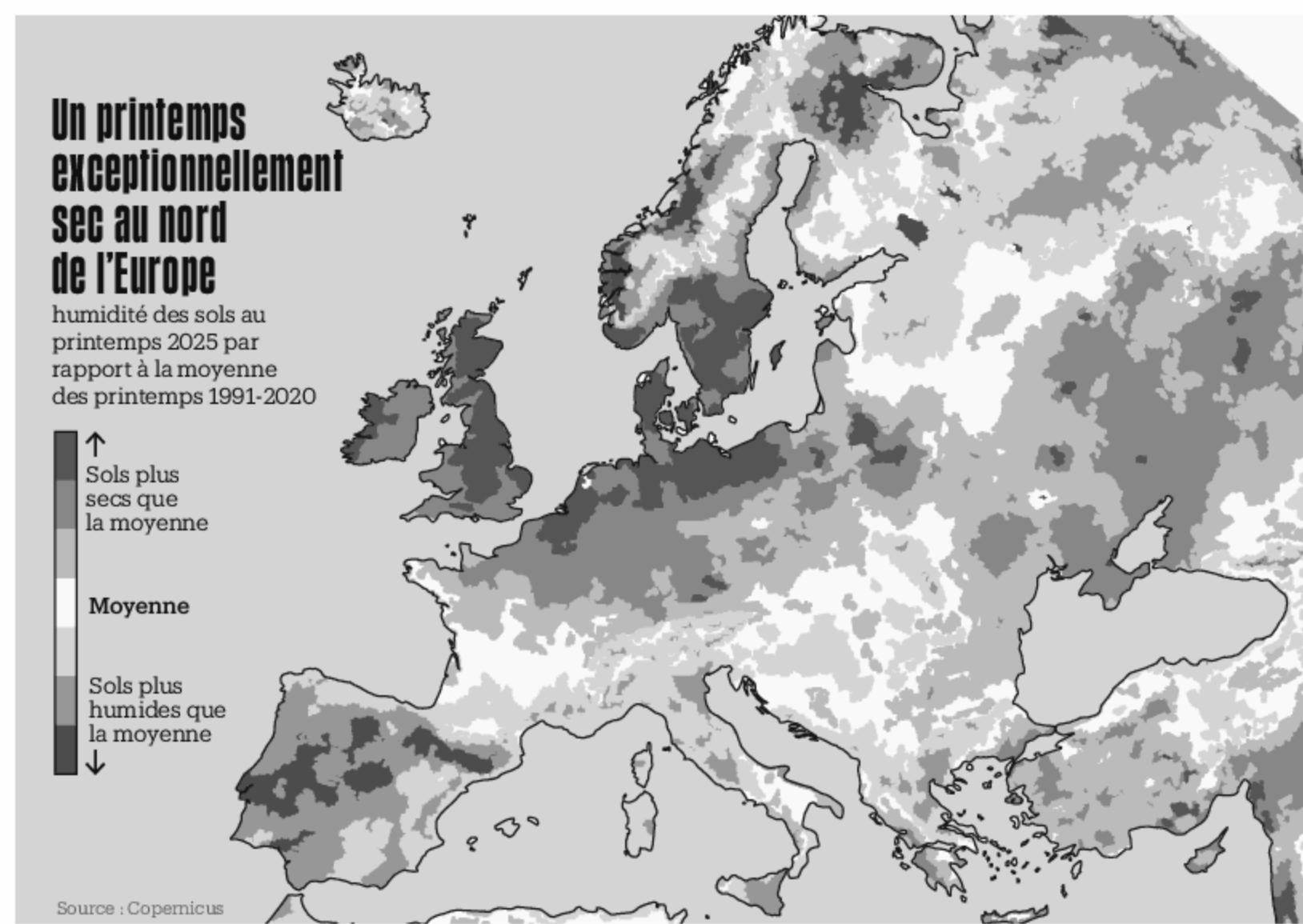
Une situation très rare dans ces zones à cette période de l'année. «*Certaines parties du nord-ouest de l'Europe ont connu les précipitations et les niveaux d'humidité du sol les plus bas depuis 1979 au moins*», précise l'observatoire européen. Les températures inhabituellement élevées à l'ouest de l'Europe en mai, deuxième mois de mai le plus chaud dans le monde, ont aussi participé à l'évaporation de l'or bleu. De nombreux cours d'eau sont dans le rouge. «*La sécheresse persistante a entraîné le plus faible débit des rivières de printemps en Europe*

depuis le début des relevés en 1992», ajoute Copernicus, qui parle d'un «*printemps exceptionnellement sec*» au nord de l'Europe.

Cette météo aride contraste avec celle du sud du continent, notamment l'Espagne et le Portugal, où l'on a mesuré jusqu'au double des quantités de pluie habituelles sur cette période. En France, les départements du Nord, de la Manche et une partie du Pas-de-Calais sont actuellement en vigilance sécheresse, c'est-à-dire que les habitants sont incités à diminuer leur consommation d'eau. Environ un tiers des Ardennes est, lui, en situation de crise, avec des restrictions plus poussées pour les particuliers, agriculteurs et industriels depuis fin mai.

Après ce printemps inhabituel sur la partie nord, l'été pourrait être «*plus chaud que la normale*», notamment dans le Sud, anticipe Météo France. Malgré des nappes qui se sont bien remplies cet hiver, la menace d'une sécheresse estivale n'est donc pas écartée. D'ici la fin du siècle, dans une France réchauffée de 4°C par rapport à l'époque préindustrielle, les sécheresses deviendront plus fréquentes et pourront s'étaler sur plusieurs années consécutives. «*Le nombre de jours de sol sec atteindra quatre à cinq mois dans la moitié nord et jusqu'à plus de sept mois sur les régions méditerranéennes*», soit jusqu'à deux mois supplémentaires par rapport à l'époque préindustrielle, selon une étude de Météo France publiée en mars.

MARGAUX LACROUX



Suite de la page 17 culture. Cela permet de mieux répartir l'eau. Les gens suréquipés en matériel d'irrigation pouvaient arroser deux fois plus les jours autorisés. Là, tout le monde doit faire le même effort.»

Mais les agriculteurs veulent surtout augmenter les volumes de pompage. Ainsi, la FDSEA du département voisin de la Somme écrit, dans une récente contribution pour le futur Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois-Picardie, que «l'agriculture représente en moyenne 11% de la consommation en eau dans [ce] bassin, contre 58% en France en moyenne. L'année 2020, plutôt sèche, elle, consommait 139 millions de mètres cubes dans les Hauts-de-France, alors que la pluviométrie équivaut à 16 milliards de mètres cubes rien que sur la SAU (surface agricole utilisée).» Traduction: il y a une manne potentielle à utiliser.

Le discours n'est pas innocent, car, dans les Hauts-de-France, la Picardie est la zone la plus consommatrice d'eau à destination de l'agriculture, à cause de ses champs de pommes de terre.

La faute à l'agro-industrie: elle en est friande pour ses frites et ses chips, et impose des calibres homogènes à respecter, qui obligent les agriculteurs à arroser. Un rapport de la chambre régionale

Hauts-de-France de la Cour des comptes relevait, en 2023, une augmentation de 60% de la consommation d'eau en dix ans et précisait: «L'essor de l'industrie agroalimentaire et des besoins d'irrigation est principalement lié à la production de pommes de terre dont la sole [les terres cultivées, ndlr] a progressé de 30% entre 2011 et 2018. Ainsi, la surface d'exploitation légumière augmente au détriment des prairies.» Et la juridiction financière d'enfoncer le clou: dans le bassin Artois-Picardie, «la gestion quantitative de l'eau est une préoccupation récente. Sous l'effet du changement climatique, cette ressource devrait chuter de 20% d'ici à 2050.» L'Agence de l'eau locale constate, de son côté, que 45% des surfaces irriguées dans les Hauts-de-France le sont pour la patate, qui pèse 32% du chiffre d'affaires végétal régional annuel. «Il faut noter que l'irrigation n'est pas indispensable, selon les variétés et les débouchés visés», précise-t-elle.

«L'EAU EST UN BIEN COMMUN»

La revendication est aussi portée au niveau national: la proposition de loi agricole, dite loi Duplomb, dont l'article phare porte sur la réintroduction à titre dérogatoire d'un pesticide néonicotinoïde, et

qui doit être examinée par la commission mixte paritaire, veut aussi faciliter le creusement de réserves d'eau. Pas des bassines, le mot fait frissonner David Meurillon.

«Chez nous, les mégabassines, ce n'est pas approprié, détaille-t-il. Ce qu'on veut, c'est récupérer l'eau de pluie. L'année dernière, avec les inondations, on a eu 400 millions de mètres cubes à la sortie des waterniques. Si on avait pu en capturer une partie pour l'irrigation des cultures, plutôt que de pomper dans la nappe... c'est du bon sens.»

Agnès Boutel
directrice du SmageAa

Priscilla Cassez, responsable Les Ecologistes à Saint-Omer, bondit en entendant ces mots: «L'eau est un bien commun: le privatiser dans des bassines pour le bien de quelques-uns est une honte absolue. L'eau qui va à la mer n'est pas perdue, elle fait perdurer un écosystème de polder.»

«DÉFENDRE CEUX QUI TRAVAILLENT LA TERRE»

Agnès Boutel, directrice du SmageAa, le gestionnaire des eaux de l'Aa, dans la région de Saint-Omer, le reconnaît: «Tout envoyer à la mer le plus vite possible n'est pas la meilleure solution possible.» Mais, expose-t-elle, sur la partie rivière, avant le delta de l'Aa, le sous-sol est en craie, avec des cavités naturelles et des nappes souterraines très «fertiles» en eau. «On n'a pas vraiment intérêt à créer des bassines, elles existent déjà. Il faut surtout favoriser l'infiltration de l'eau dans les terres, ce qui limitera les inondations par ruissellement, et alimentera la nappe», souligne-t-elle. Donc planter des haies et pratiquer le non-labour.

«C'est vraiment intéressant. Au fond du labour se crée une croûte étanche, l'eau rentre et ruisselle à 40 centimètres en dessous du sol, sans le pénétrer, décrit Agnès Boutel. Avec le non-labour, on maintient la vie dans le sol et la

matière organique avec les systèmes racinaires anciens. Les micro galeries des vers de terre favorisent le stockage de l'eau et son infiltration.» L'agriculteur Jean-Samuel Degrand est sur la même ligne: «Si je n'avais pas pratiqué le non-labour pour garder le maximum d'humidité, le lin n'aurait même pas levé.»

Mais il y a une contrepartie, les «mauvaises herbes». «J'ai dû les traire» avec des herbicides, avoue-t-il. Dans son secteur, en plaine flamande, Agnès Boutel voit l'intérêt de réserves d'eau. «On est sur de l'argile, il pourrait en effet y avoir du stockage des flux hivernaux excédentaires, estime-t-elle. Mais il faut bien veiller à ce que cela ne prive pas le milieu naturel. C'est probablement plus intéressant de les répartir en petits volumes.»

Cette solution séduit aussi l'écolo Priscilla Cassez: «J'aurais envie de lui dire, allez-y, creusez votre mare. Eux, ils savent faire, et il faut défendre ceux qui travaillent la terre depuis des générations. Ce n'est pas comme les grandes exploitations, qui écrasent les sols avec des machines de plus en plus lourdes, ce qui les étanchifie, et qui exigent de creuser des bassines.» Alors, Agnès Boutel rêve tout haut, en écho au désir du producteur de lin: «Des mares, ce serait super.»

L'évaporation, un facteur à ne pas laisser passer

Un article publié dans la revue «Nature» souligne que l'analyse du manque de précipitations ne doit pas être le seul paramètre pour rendre compte des épisodes de sécheresse comme celui traversé par le nord de l'Europe ce printemps.

Comment expliquer l'ampleur des sécheresses? Pour les chercheurs, la réponse a longtemps été triviale: par le manque de précipitations. Si un territoire était aride, c'était dû à l'absence de pluie. Une étude publiée le 4 juin dans *Nature* montre qu'un autre facteur participe fortement à l'aggravation de ces phénomènes. Il s'agit de la quantité d'eau qui s'évapore dans l'air, appelée «demande d'évaporation atmosphérique» par les scientifiques.

Parce que l'humidité qui s'échappe dans l'atmosphère augmente avec la hausse des températures, ces épisodes sont de plus en plus sévères: les zones sèches deviennent encore plus arides et les zones humides ont, elles aussi, tendance à s'assécher. Dans le détail, les experts soulignent qu'entre 1981 et 2022 la demande d'évaporation atmosphérique dans le monde a accentué d'environ 40% la gravité des sécheresses. «Même si elle était incluse dans certains modèles, on ne savait pas quelle était sa contribution à la sévérité de la sécheresse», précise Solomon Gebrechorkos, coauteur de l'étude et hydro-climatologue à l'université d'Oxford, au Royaume-Uni.

Plus extrêmes, les sécheresses se sont étendues géographiquement, frappant de nou-



Dans le Sud-Ouest en août 2022. PHOTO GAIZKA IROZ. AFP

velles régions. Un changement particulièrement visible ces dernières années. «Entre 2018 et 2022, les zones touchées ont augmenté en moyenne de 74%. C'est presque le double par rapport à la période 1981-2017, constate le chercheur. Et environ 58% de cette expansion est due à l'évaporation de l'eau dans l'atmosphère.» L'année 2022 a battu des records, avec pas moins de 30% des terres du globe affectées par des épisodes modérés et extrêmes, 42% de ce phénomène étant attribué à une hausse de l'évaporation atmosphérique.

Tendance. L'Europe n'est pas épargnée. Entre le 11 et le 20 mai, plus de la moitié des

sols (53%) du continent et du pourtour méditerranéen ont été affectés par la sécheresse, d'après les données de l'Observatoire européen de la sécheresse analysées par l'AFP. C'est le taux le plus élevé enregistré à cette saison depuis le début des observations en 2012. Il dépasse de 20 points la moyenne 2012-2024, qui était de 30%. En France, le Nord est particulièrement touché à cause du manque de pluie et des températures élevées.

Cette tendance, hélas, va s'accentuer avec le réchauffement climatique. La planète connaît déjà une augmentation des températures de 1,2°C par rapport à l'ère préindustrielle et le Giec, le Groupe d'experts intergouvernemental

sur l'évolution du climat, estime que le seuil de 1,5°C sera probablement atteint d'ici le début de la décennie 2030. Or, plus il fait chaud, plus l'eau s'évapore. Les sécheresses seront donc encore plus sévères à l'avenir. Solomon Gebrechorkos alerte sur les conséquences de l'augmentation de ces aléas climatiques: «Si on prend l'exemple de la sécheresse qui a eu lieu en Europe en 2022, la production agricole a diminué en raison de la disponibilité limitée de l'eau pour l'agriculture. La disponibilité de l'eau pour la consommation a également été affectée, tout comme la production d'énergie.» Récemment, la Banque centrale européenne relevait qu'en cas d'épisodes extrêmes, jusqu'à 15% de la production de la zone euro était menacée.

Surveillance. Pour atténuer les effets de la sécheresse, les auteurs de l'étude rappellent l'importance de réduire les émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement de la planète. Leur diminution permettrait donc de minimiser l'évaporation de l'eau dans l'atmosphère. Au-delà de politiques environnementales ambitieuses, Solomon Gebrechorkos insiste surtout sur la nécessité de faire de cette eau qui s'évapore dans l'atmosphère un élément central dans la surveillance et la prévision des sécheresses, jusqu'alors cantonnée à l'analyse du manque de précipitation. «Tous les secteurs doivent s'adapter à cela, martèle-t-il. Nous devons trouver des cultures adaptées aux températures plus élevées, maximiser notre efficacité d'irrigation, nos systèmes de production d'énergie et gérer nos ressources plus efficacement.»

ANNABEL MARTINEZ-CANAVY

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

92 HAUTS-DE-SEINE

Enquête publique



RAPPEL - AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de rénovation et de modernisation du Parc des Expositions de la Porte de Versailles à Paris 15^{ème}, Issy-les-Moulineaux et Vanves
du mardi 10 juin 2025 à 8h30 au vendredi 11 juillet 2025 à 17h00



Par arrêté municipal en date du 17 avril 2025, Madame la Maire de Paris ouvre une enquête publique unique ayant pour objet les demandes de permis de construire suivantes :

- PC 92 040 24 0027 déposé le 19 juillet 2024 auprès des services de la commune d'Issy-les-Moulineaux ;
- PC 075 115 24 V0037 déposé le 22 juillet 2024 auprès des services de la Ville de Paris ;
- PC 92075 24 0012 déposé le 19 juillet 2024 auprès des services de la commune de Vanves.

Le projet concerne la troisième phase du programme de rénovation et de modernisation du Parc des Expositions de la Porte de Versailles. Il s'agit plus spécifiquement de la démolition totale de deux bâtiments (les halls 2 et 3), la construction d'un bâtiment à destination de Centre de congrès et d'exposition avec commerces et activités de services, le réaménagement des terrasses logistiques et des parvis. Au total, 53 897 m² de surfaces de plancher vont être créées pendant que 52 010 m² vont être supprimées.

Le dossier d'enquête comporte notamment, une étude d'impact, commun au 3 permis et qui a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale rendu le 26 février 2025, consultable sur le site internet de la D.R.I.E.A.T. <https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>. Cet avis est joint au dossier d'enquête mis à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur les registres d'enquête déposés à cet effet aux endroits suivants :

- en mairie du 15^{ème} arrondissement** – 31 rue Péclat – 75015 PARIS, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8 heures 30 à 17 heures, les jeudis de 8 heures 30 à 19 heures 30, et le samedi 14 juin 2025 de 9 heures 30 à 12 heures 30, (les bureaux sont habituellement fermés les samedis, dimanches et jours fériés) ;
- au centre administratif municipal d'Issy-les-Moulineaux au 1^{er} étage** – 47 rue du Général Leclerc – 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8 heures 30 à 18 heures, les jeudis de 8 heures 30 à 19 heures et les samedis de 8 heures 30 à 12 heures ;
- au centre administratif municipal de Vanves au rez-de-chaussée** – 33 rue Antoine Fratacci – 92170 VANVES, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8 heures 30 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures 30, les vendredis de 8 heures 30 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures et les samedis de 9 heures à 12 heures.

Sont désignés : en qualité de la commissaire enquêtrice titulaire, Madame Suzel Berthelet, directrice des ressources humaines, retraitée ; en qualité de commissaire enquêtrice suppléante, Madame Marion Glaser, attachée principale territoriale, retraitée ; en qualité d'observateur Monsieur Bruno Duvert, ingénieur en aéronautique, officier général de l'armée de l'air, EP 25-082 / contact@publibllegal.fr

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITES
Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - Afrique, Antilles, Maghreb - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr 01 87 39 80 20

Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris(1er au 20ème arrdt)

pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois)
chambres individuelles, petit déjeuner tous les jours
3 repas par semaine

Durée du séjour : septembre à décembre
et/ou janvier à fin mai

Tél : 09.77.35.00.58



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Lasson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Périn (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier: France
Taux de fibres recyclées:
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation:
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5559 MOYEN

		6			3	4
3	4				7	8
8	7	2		9		
7	1	8				
2	9		7	6		
			7	8	2	
	2		9	5	3	
6	9			4		
1	7	4	2	8		



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

8	9	4	3	2	5	6	7	1
2	1	5	6	7	9	8	3	4
3	4	5	2	6	7	8	9	1
3	6	7	8	1	4	5	2	9
5	8	9	4	3	2	7	1	6
4	7	6	1	5	8	2	9	3
1	2	3	7	9	6	4	8	5
6	3	8	9	4	7	1	5	2
7	5	1	2	6	3	9	4	8
9	4	2	5	8	1	3	6	7

SUDOKU 5559 DIFFICILE

		7	3			
3	2				6	
2	4			5	3	
4	8	5	7	6		
5	3	8	2	6		4
1	9		4	2		
6	9			8	7	
8					5	
	4	8				

9	6	7	8	4	1	2	5	3
1	2	8	9	3	5	4	6	7
3	4	5	2	6	7	8	9	1
4	8	2	5	9	3	1	7	6
5	3	1	6	7	8	9	2	4
7	9	6	4	1	2	3	8	5
2	5	3	1	8	6	7	4	9
8	7	4	3	5	9	6	1	2
6	1	9	7	2	4	5	3	8

DIFFICILE



Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR



Hôtel particulier autour de la place de l'Etoile à Paris. LAURENT GRANDGUILLOT. REA

Les ultrariches doivent contribuer comme tout le monde

La taxe Zucman sera examinée ce jeudi lors de la niche parlementaire du groupe Ecologiste-Solidarité et Territoires. Cette proposition de loi pour un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines des milliardaires répond à une attente citoyenne forte.

Par

UN COLLECTIF TRANSPARTISAN DE PLUS DE 200 ÉLUS

PREMIERS SIGNATAIRES :

Ghislaine Senéa Sénatrice groupe Ecologiste-Solidarité et Territoires (Gest) **Thomas Dossus**
Sénateur Gest **Guillaume Gontard** Président du groupe Gest au Sénat **Patrick Kanner** Président du groupe Socialiste, Ecologiste et Républicain (SER) au Sénat **Cécile Cukierman** Présidente du groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Ecologiste Kanaky (CRCE-K) au Sénat
Maryse Carrère Présidente du groupe Rassemblement démocratique et social européen (RDSE) au Sénat **Marine Tondelier** Secrétaire nationale Les Ecologistes **Olivier Faure** Premier secrétaire du PS **Fabien Roussel** Secrétaire national du PCF **Cécile Duflot** Directrice générale d'Oxfam France
Fanny Petitbon Responsable France 350.org **Vincent Drezet** Porte-parole d'Attac
Cyrielle Chatelain Présidente du groupe Ecologiste et Social (EcoS) à l'Assemblée nationale
Clémentine Autain Députée EcoS **Eva Sas** Députée EcoS **François Ruffin** Député EcoS
Yannick Jadot Sénateur Gest **Thierry Cozic** Sénateur SER **Pascal Savoldelli** Sénateur CRCE-K
Lucie Castets Haut fonctionnaire, cofondatrice de l'association Nos services publics.
Liste complète sur Libé.fr

A lors que nos services publics sont à bout de souffle, et que l'Etat fait face à un déficit historique, la question de l'équité fiscale devient urgente. Qui, aujourd'hui, porte réellement l'effort collectif? Certainement pas les contribuables les plus fortunés. En 2024, à l'initiative de la présidence brésilienne du G20, un rapport a été confié à l'économiste Gabriel Zucman pour étudier la mise en place d'un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines des milliardaires. Cette

proposition, soutenue par une majorité de pays, dont la France, répond à une attente citoyenne forte: selon un sondage Ipsos, près de 70 % des habitants des pays du G20 y sont favorables. En France, c'est jusqu'à 79 % que monte le pourcentage de citoyens favorables au retour d'une imposition sur le patrimoine des plus riches. L'idée ne fait plus débat, elle fait consensus.

MONTAGES SOPHISTIQUÉS
En vingt ans, les 500 plus grandes fortunes françaises ont vu

leur patrimoine multiplié par 10, largement favorisées par un climat fiscal avantageux. Leur richesse atteint 1228 milliards d'euros en 2024, soit une augmentation de 890 % depuis 2003. Pourtant, cette prospérité échappe largement à l'impôt. Si l'on prend tous les prélèvements confondus (TVA, impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, CSG, etc.), alors les milliardaires ne paient que l'équivalent de 27 % de leurs revenus en impôt, contre 50 % pour toutes les autres catégories sociales, et ceci grâce à des montages juridiques sophistiqués: holdings, dividendes non distribués, optimisation fiscale, etc. Le constat est limpide. Notre régime fiscal, tel qu'il est conçu, fait état d'une régressivité de l'impôt pour les plus fortunés. En proportion, le milliardaire paie moins d'impôts que son ouvrier. La seule réponse efficace est donc de taxer le patrimoine lui-même. La mesure proposée est simple, juste et ciblée: elle fixe un seuil minimal d'imposition à 2 % du patrimoine net pour les contribuables dont la fortune dépasse 100 millions d'euros. Si, en additionnant l'ensemble de leurs impôts, ils contribuent en deçà de ce seuil, ils

La richesse des ultrariches atteint 1228 milliards d'euros en 2024, soit une augmentation de 890 % depuis 2003.

devront verser la différence. Il ne s'agit donc pas de créer un nouvel impôt, mais de corriger un déséquilibre manifeste.

Le rendement est à la hauteur des enjeux: entre 15 et 25 milliards d'euros par an, soit l'équivalent des coupes budgétaires exécutées dans les services publics en 2024. Et contrairement aux idées reçues, les risques d'exil fiscal restent faibles : seuls 0,2 % des contribuables soumis à l'ISF quittaient la France pour raisons fiscales, selon France Stratégie. Les expériences suédoises, britanniques ou norvégiennes confirment ce constat.

UN CHOIX ÉTHIQUE

Etant donné que ces patrimoines ont une croissance nette d'inflation de 7 % à 8 % sur ces 40 dernières années, une contribution de 2 % ne grèvera aucunement leur capacité à investir. Surtout, elle restaure une exigence fondatrice de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, racine de notre Constitution: «*La contribution commune doit être également répartie entre tous les citoyens, en fonction de leurs facultés.*»

Il s'agit d'un choix d'éthique, de civisme et de cohérence budgétaire. A l'heure où l'on demande des contributions aux plus modestes, où l'on s'interroge sur le financement de l'hôpital, de l'école ou de la transition écologique, il est impensable que les plus fortunés continuent d'échapper à l'effort commun. Refuser cette taxe plancher, c'est ne pas reconnaître le changement d'échelle de l'ultrarichesse qui rend inopérant notre système fiscal. C'est entériner l'idée qu'une minorité peut s'extraire durablement de la solidarité nationale tout en continuant de profiter de ses bénéfices. C'est consacrer une république à deux vitesses. C'est détériorer le consentement à l'impôt. C'est saper notre pacte républicain selon lequel chacun doit contribuer à hauteur de ses capacités. Nous faisons le choix de la justice fiscale, seule garante d'un contrat social solide et partagé. ◀

IDEES/

Il ne faut pas conclure trop vite à la mort du PS

Les commentateurs sont nombreux à tirer des conclusions hâtives de la situation du PS, qui a déjà surmonté des périodes difficiles. S'ils lisaient en détail les contributions des congrès, ils verraient que l'idéal socialiste et le débat d'idées sont toujours là.

A l'approche du 81^e congrès du Parti socialiste qui se tiendra à Nancy du 13 au 15 juin, nombre d'observateurs l'affirment : le vieux parti de Jean Jaurès ne semble plus être qu'un champ de ruine. Nombre d'adhérents en chute libre, faible participation des militants pour la préparation du congrès, absence de ligne politique claire, omniprésence de la question des alliances avec les autres au détriment d'une réflexion propre et autonome... Et in fine, une organisation coupée en deux, sans majorité réelle, où l'on va continuer à se regarder en chiens de faïence entre courants opposés. Serait-ce cette fois le chant du cygne pour le parti qui fête ses 120 ans ?

Méfions-nous des formules comme la «crise de la social-démocratie» ou la «mort du Parti socialiste». Maintes fois annoncée par ses adversaires ou par des commentateurs pressés, la disparition n'a pas eu lieu. En 1969, le PS faisait 5% à la présidentielle, le PCF dépassait les 20%. Nombre d'adhérents de ce dernier triomphaient, pensant avoir jeté ce

qu'il restait de l'esprit de Léon Blum aux oubliettes de l'histoire. Plus de vingt ans plus tard, peu auraient misé sur un quelconque rebond du PS après la débâcle de 1993 – l'une de ses pires défaites à des élections législatives.

Et pour qui se plonge dans la presse de 1969 comme de 1993, le constat était le même qu'aujourd'hui : la banqueroute actuelle annonçait la débâcle finale... Certes, par le passé, les bases militantes et sympathisantes étaient plus solides, et la crise actuelle est durable, et peut-être plus profonde. Mais, déjà, les bastions locaux avaient permis au Parti de tenir lors des hivers difficiles. Les municipales de 2026 seront donc déterminantes, et permettront certainement d'équilibrer certains diagnostics actuels trop définitifs.

Réflexions. C'est une chose que de tenir ses fiefs au niveau municipal, c'en est une autre que d'être capable de porter un nouveau projet fondé et crédible. Sur ce point, malgré de timides tentatives comme l'Académie Léon-Blum lancée récemment, le constat d'un affaiblissement semble sans appel. Il y a plus d'un siècle, s'intéressant à la question sociale dans des pays comme l'Australie où les organisations politiques étaient très faibles, un ouvrage évoquait un «socialisme sans doctrines». Dans un autre contexte et pour des raisons différentes, ces mots semblent parfaitement s'appliquer à notre situation actuelle. Qui pourrait aujourd'hui résumer facilement la «doctrine» du Parti socialiste, là où celle des «insoumis» est objectivement, pour le moment, bien plus identifiable? Pourtant les analyses les plus alarmistes forcent trop le trait. Elles font comme si rien n'avait changé dans les partis et autour d'eux. Or, les choses ne fonctionnent plus comme avant. Les écoles des partis politiques, les journaux ou bulletins de courants et, de manière plus globale, tout ce qui permettait l'armature de débats structurés et argumentés ont presque disparu. On peut le déplorer, mais cela ne veut pas dire pour autant que toute réflexion s'est évaporée. Des initiatives diverses autour de fondations, de maisons d'édition

et de cercles divers continuent à fonctionner et à produire des idées et du contenu... Certes, sans avoir de liens organiques avec un quelconque parti, malgré une proximité de fait avec ce qui reste de l'idéal socialiste. Tout cela rend les choses assurément peu visibles, aggravant la déconnection entre politique et réflexion intellectuelle. Il existe, néanmoins, bien une nébuleuse qui dépasse largement les contributions des congrès. D'ailleurs, qui prend encore le temps de lire lesdites contributions? On gagnerait pourtant à les citer davantage, au-delà des «petites phrases» polémiques. Car, même si ce n'est pas ce qui intéresse le plus, échanges et confrontations existent donc malgré tout dans ces textes, qui abordent nombre de sujets de manière argumentée. Nous sommes loin des grandes heures

des années 1970-1980? Peut-être, mais l'enjeu n'est pas que de comparer avec les joutes passées en pleurant les jours heureux antérieurs. Regardons ce qui existe ailleurs en 2025. Or, a-t-on vraiment l'impression d'avoir entendu des renouveaux et élaborations majeurs lors des congrès du PCF ou des Verts? Ou du côté des insoumis qui ont aboli le principe même du congrès et de la délibération collective? On pourra se désespérer de l'éclatement des réflexions en cours et leurs liens ténus avec le Parti socialiste, mais dire qu'elles n'existent pas, que tout a disparu dans les décombres, est à la fois injuste et faux.

Défi. Mais alors, à l'heure où l'emploi même du mot «socialisme» est en rétraction, que reste-t-il de l'idéal né il y a deux siècles en réaction à la révolution industrielle? «Le socialisme, considéré comme recherche d'un état social meilleur ou comme revendication justicière contre les classes dominantes successives, est aussi vieux que le monde, c'est-à-dire que les premières iniquités socia-

les ressenties [...].» Ainsi s'exprimait Benoît Malon en 1877, quelques années après la Commune de Paris à laquelle il avait pris part. Au fond cette définition n'a pas tellement vieilli.

Tant qu'il existe des inégalités sociales, économiques et politiques intolérables, le projet socialiste demeure pertinent. Quand l'ancien communard rédigait ces lignes, l'espérance de vie des ouvriers les plus précaires ne dépassait pas quarante ans. Nous n'en sommes plus là, fort heureusement. Et ce notamment parce qu'il a existé jadis des socialistes capables d'élaborer une stratégie politique donnant des résultats permettant de combattre les injustices. Aussi le défi pour les socialistes, qu'ils soient membres ou non d'un parti, est bien celui-là : renouer avec l'élan qui permet d'allier la rénovation doctrinale à la pratique concrète. Au risque sinon de laisser s'accroître le fossé entre d'un côté des réflexions pertinentes, mais éparses et impuissantes, et de l'autre une gestion politique sans âme ni résultats. ♦

SIGNÉ COCO



Par
**JEAN-NUMA
DUCANGE**



M. BRAGARD

Historien (université de Rouen), directeur de «Questions républicaines» (PUF), auteur de : Jean Jaurès (Perrin).

IDÉES /

Bande de Gaza: dans l'affaire du «Madleen», Israël a perdu

Que le navire «humanitaire» ait été intercepté dans ou hors des eaux israéliennes, lundi, et quoi qu'on pense de son équipage, il était dans le bon camp face à un gouvernement hors la loi.

Par
THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

A combien de nœuds des côtes de Gaza le bateau des activistes pro-palestiniens où voguaient notamment Rima Hassan et Greta Thunberg a-t-il été arraisonné par l'armée israélienne, dans la nuit de dimanche à lundi? Le *Madleen* était-il vraiment dans les eaux territoriales israéliennes, ou dans les eaux internationales, où l'intervention serait illégale? Quelle drôle de question, et que de débats de juristes pointilleux sur tous les plateaux de télés, tous les sites de presse et les réseaux sociaux. La marine israélienne n'en serait pas à sa première violation du droit maritime international: déjà des flottilles humanitaires turques avaient été stoppées sans ménagement dans les eaux internationales.

La question est-elle vraiment de savoir si Israël respecte cet aspect du droit international? Israël en bafoue tant d'aspects par ailleurs, avec des crimes de guerre à répétition, sans doute des crimes contre l'humanité et un risque de génocide - ce point constitue, pour le coup, vraiment un débat essentiel. Imaginons même que, ce qui ne semble pas être le cas, le voilier se soit fait intercepter dans les eaux territoriales israéliennes: quelle importance, alors que par ailleurs le gouvernement de Benyamin Nétanyahou pratique un blocus humanitaire et informationnel déjà hors la loi.

De nombreux commentateurs dénoncent le «cinéma», le buzz, l'activisme autopromotionnel des quelques leaders d'opinion embarqués dans cette aventure. Mais quoi que l'on pense du pedigree et même de la sincérité des passagers de l'embarcation, quoi que l'on pense des vidéos racoleuses, des frayeurs surjouées de matelots tiktokeurs, l'équipage souligne efficacement par son action des vérités indépassables: le gouvernement israélien, hors ou dans ses eaux territoriales, est de toute façon infinitement plus hors la loi que cette poignée de pirates médiatiques.

Or, depuis le début de cette guerre, Benyamin Nétanyahou ne se contente pas d'invoquer la sécurité d'Israël pour justifier la brutalité de son action. Il tente de jouer sur deux registres de la palette qu'offre la théorie huntingtonienne du choc des civilisations: parfois, par la voix de certains ministres de sa coalition, il prétend se battre contre le fundamentalisme islamiste et, en ce sens, s'affiche comme la pointe avancée de la civilisation dite judéo-chrétienne, terme et thème particulièrement prisés par ses soutiens protestants de la droite américaine.

Ici, la guerre de civilisation serait religieuse. Parfois, par la voix d'autres ministres de sa coalition, il affirme qu'il combat à Gaza pour le camp de la démocratie mondiale contre celui des régimes autoritaires islamistes et du terrorisme. Là, la guerre de civilisation est la guerre du droit. Mais on ne peut pas jouer sur ces deux tableaux. Ceux qui seraient sensibles à la guerre du droit ne peuvent pas accepter qu'elle soit menée avec tant de massacres et de violations des règles internationales les plus élémentaires.

L'expédition maritime et médiatique du *Madleen*, son issue un peu pitoyable, orchestrée et filmée par l'armée pour ridiculiser un équipage qui serait composé de héros de pacotilles et de paillettes, ne font que donner à cette affaire, au moins en France, une ampleur inespérée par ses organisateurs. L'équipage du *Madleen* a réussi son coup. ◆

La «Flotille de la liberté» sème la discorde



Le voilier *Madleen* dans le port d'Ashdod, en Israël, mardi.
PHOTO NIR ELIAS. REUTERS

Faut-il saluer ou railler le *Madleen*, voilier humanitaire dans lequel vogaient notamment Rima Hassan et Greta Thunberg ? Le navire qui voulait briser le blocus de Gaza a été intercepté dans la nuit de dimanche à lundi par l'armée israélienne. L'écrivaine Tania de Montaigne souligne (*lire ci-dessous*) l'absurdité d'une mission

impossible filmée en InstaLive. «Il faut quand même un sacré courage pour s'embarquer dans une telle traversée», préfère saluer Jonathan Bouchet-Petersen dans un billet publié la semaine dernière. Si l'objectif était de mobiliser l'opinion publique, l'équipage «a réussi son coup», observe Thomas Legrand (*lire ci-contre*).



CHRONIQUE

Par
TANIA DE MONTAIGNE Ecrivaine

La fable du voilier contre les bombes

C'était une époque où quand des hommes, des femmes et des enfants étaient bombardés, des personnes, qui avaient le souci de l'autre chevillé au corps, décidaient de partir en croisière.

Il était une fois, il y a bien longtemps, des gens qui avaient le souci de l'autre chevillé au corps. C'est d'ailleurs ce que leurs amis disaient d'eux le regard plein d'admiration: «Dis donc, toi, t'as vraiment le souci de l'autre chevillé au corps, waouh !» Un jour, ces gens pleins d'humanité firent une réunion. Ça n'était pas la première, ce ne serait sûrement pas la dernière, ils avaient beaucoup se réunir et trouver des idées qui permettraient au monde d'aller mieux. Et c'est peu dire qu'à cette époque les êtres humains avaient plus que besoin d'aller mieux.

C'était en un temps lointain, très différent du nôtre bien sûr, où la guerre était à l'ordre du jour. En ce temps-là, des hommes, des femmes, des enfants étaient bombardés quotidiennement. Ils mouraient de faim, de peur, de douleur. Ils mouraient pour répondre à une autre barbarie perpétrée de l'autre côté de la frontière. Là-bas, des hommes, des femmes, des enfants étaient morts aussi. Ils avaient été tués, certaines avaient été violées, d'autres enlevées. Certains avaient été rendus vivants, d'autres morts, d'autres pas du tout.

Depuis lors, ces otages avaient disparu dans le silence des mémoires, considérés comme

quantité négligeable de l'histoire probablement. Et des hommes, des femmes, des enfants mouraient tous les jours sous les bombardements. Ils mouraient parce que, de part et d'autre de la frontière, des gouvernants voyaient le conflit comme le seul moyen de se maintenir au pouvoir et c'était indéniablement la seule chose qui les intéressait, le pouvoir.

A cette époque donc, des gens qui avaient le souci de l'autre chevillé au corps firent une réunion portant sur ces bombardements, sur ce décompte macabre, effroyable, insoutenable. L'une des chefs dit: «Les amis, je pense que ce qu'il faut, c'est agir et vite, il n'y a plus de temps à perdre. Chaque mort qui s'ajoute à la liste est un mort de trop !»

Tous crièrent: «Oui !» d'une même voix forte. Un autre chef dit: «En tant que personnes ayant le souci de l'autre chevillé au corps, nous ne saurons supporter plus longtemps ce genre de situation !»

Tous crièrent: «Non !» d'une même voix forte.

Une personne, nouvelle dans le groupe dit: «On pourrait entrer clandestinement sur place d'ici à un jour ou deux avec des vivres, des médicaments, des vêtements.» Exaltée, elle ajouta: «Et une fois sur place, on pourrait même révéler notre présence, ça ferait un sacré coup de projecteur qui, rêvons un peu, arrêtera peut-être quelques heures les bombardements et offrira un répit à ceux que nous souhaitons aider.»

Tous la regardèrent, consternés. C'était toujours le même problème avec les nouveaux, ils divaguaient au point de perdre le sens des priorités. L'une des chefs reprit la parole: «Je te rappelle que je ne

prends pas l'avion, c'est contre mes convictions. Il faut évidemment y aller en bateau. Un voilier serait l'idéal.»

Tous opinèrent. Il était évident qu'il s'agissait avant tout de respecter l'échelle des priorités, c'était la base, un peu de cohérence tout de même. «Donc, reprit la personne idéliste un peu décontenancée, ça veut dire qu'on n'y sera pas avant une semaine au mieux.»

«C'est ça !» répondirent-ils tous.

«Parailleurs, ajouta une autre cheffe, le côté clandestin ça m'arrange pas du tout parce que j'ai un InstaLive quotidien avec ma commu.»

Tous opinèrent. Il était évident qu'il s'agissait avant tout de ne pas rompre le dialogue avec sa commu, c'était la base, un peu de cohérence tout de même.

«Donc, reprit la personne idéliste, ça veut dire que tout le monde saura qu'on est là.»

«C'est ça !» répondirent-ils tous avec gourmandise.

«Mais, dans ce cas, il n'y a aucune chance qu'on puisse donner les vivres et les médicaments aux gens qui en ont besoin, on sera forcément arrêtés avant d'arriver à destination.»

«C'est ça !» répondirent-ils tous.

Totalement déprimée, la personne idéliste ajouta: «Mais si on fait ça, on ne parlera que de nous et plus du tout des gens qui meurent sous les bombardements.»

Tous désapprouvèrent ce mauvais esprit qui fait la différence entre les gens qui ont le souci des autres chevillé au corps et le commun des mortels. Heureux d'avoir trouvé la meilleure idée pour sauver le monde, ils partirent dîner, satisfaits, comptant déjà leur nombre de followers. ◆

Libération

Los Angeles : pour quelles raisons les robots-taxis Waymo sont-ils ciblés par les protestataires ?

Pourquoi Doctolib a-t-il supprimé le filtre permettant de chercher un médecin sans dépassement d'honoraire ?

Le préfet des Hauts-de-Seine va-t-il donner une conférence sur l'islamisme dans une église ?

**Vous demandez
nous vérifions**



CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN



LIVRES/

Boussole inspirée des travaux de Bruno Latour présentée à Arles en 2021.
PHOTO ATELIER SHAA

Bruno Latour, boussole pour les temps à venir

Coécrit avec le collectif «Où atterrir?», l'ouvrage posthume du philosophe invite à repenser la description de nos territoires de vie à l'heure de l'anthropocène, notamment grâce à des techniques alternatives d'expression publique.

Par
PATRICE MANIGLIER

Que font donc ces gens, apparemment adultes et raisonnables, autour de cette drôle de boussole tracée au sol, divisée en quatre quarts? Ils chantent, accomplissent des sortes de mouvements de danse plus ou moins synchronisés, décrivent l'iris de leur voisin, portent un bâton en équilibre sur leur index en essayant de s'éviter les uns les autres. Puis ça se calme. Une personne entre dans le cercle, se place presque au milieu et nomme une «entité menacée» qui lui importe intensément dans sa vie quotidienne. Elle la situe au centre. L'un dit «la planète bleue», un autre «une exploitation de polyculture-élevage à taille humaine», il n'y a pas de règle. Derrière elle, à sa gauche, elle fait venir une autre personne censée incarner une «menace», la place tout près si elle a un peu de contrôle («quantité d'intrants»), plus loin vers l'extérieur du cercle si elle n'en a pas («lobby anti-viande»). Cinq personnes prennent

ainsi position. Elle fait de même derrière elle à sa droite, mais pour d'éventuels «alliés» («vente directe», «abattoir de proximité»), puis devant elle aussi: à gauche, les entités à venir qui pourraient aggraver le problème; à droite, celles qui pourraient l'améliorer. L'étudiant végétarien joue le rôle de la PAC, l'animateur de quartier celui d'une maladie bovine, tel autre le réchauffement climatique... Un responsable enregistre tout cela en dessinant la carte de son «territoire de vie», et on recommence. Ainsi chacun «se repeuple», à tour de rôle.

RECHERCHE-ACTION»

A quoi jouent-ils? Il paraît qu'ils se livrent à une expérience de philosophie politique grandeur nature dont l'enjeu ne serait rien de moins que de réinventer, à l'âge de l'anthropocène, un espace public dont tout le monde conviendra qu'il est gravement dysfonctionnel (réseaux de désocialisation, élections volées, émeutes, fake news, etc.). Tout cela est-il sérieux?

Très sérieux, et cet étrange cahier

bleu pourrait vous en convaincre. Il a la couleur un peu baveuse de ces polycopiés ou cahiers d'exercices qu'on distribuait jadis dans les écoles et les universités. Signé par le regretté Bruno Latour (mort en 2022) et le collectif «Où atterrir», *Comment atterrir? Une boussole pour le monde qui vient* réunit en cinq chapitres la documentation nécessaire pour comprendre et éventuellement reproduire un programme de «recherche-action» lancé en 2019. Il s'agissait de mettre en pratique la thèse du livre *Où atterrir?* (La Découverte, 2017): la globalisation nous a mis hors-sol, nous ne savons plus où nous habitons et nous détruisons de ce fait allègrement les conditions de notre vie sur Terre; pour y remédier, il faut apprendre à redécrire son propre «territoire», en acceptant qu'on ne sache pas d'avance comment il se compose, en évitant la dramaturgie bien rodée des accusations et des doléances («la faute aux écologistes», «la faute aux capitalistes»). «Décrire, et non pas décrire.»

L'artificialité est revendiquée. On mobilise les arts, les techniques de «création partagée» (développées par Chantal Latour et Jean-Pierre Seyvos), du théâtre d'improvisation (apportées par Chloé Latour), du design cartographique (avec l'aide de Soheil Hajmirbaba et Alexandra Arènes - de cette dernière on peut encore trouver en librairie le beau livre récent, *Gaiagraphie, Carnet d'exploration de la zone critique*, publié en mars aux éditions B42).

VERVE

L'ouvrage est d'ailleurs une excellente introduction à ces techniques alternatives d'expression et d'échange publics, souvent confinées dans les réseaux de l'éducation populaire ou des droits culturels. Latour expliquait: «Les arts vont permettre de dénaturaliser l'expression d'opinions, l'ensemble des émotions toutes faites, des comportements dans lesquels on se coule spontanément dès qu'on se met à jouer le parler politique.» Sortir des habitudes, donc, pour développer ses «compétences

d'habitabilité», se déshabiter pour réhabiter...

On dira: tout cela est dérisoire, typiquement «New Age», encore un truc de «danseurs aux pieds nus» qui veulent faire manger des graines à nos enfants (comme dirait le président du conseil départemental du Rhône). On aura tort, forcément. Car toutes ces formes d'expression et de construction de l'espace public qui aujourd'hui nous paraissent évidentes - prendre la parole en AG, participer à un débat télévisé, interroger son voisin au comptoir du bar pour commenter le gros titre du journal du matin, rédiger un tweet ou un post, etc. -, tout cela a été appris, inventé, cultivé, souvent récemment. On imagine mal les paysans du XVIII^e siècle à l'aise dans ce genre de rituels. Autre monde, autres formes. Quelle que soit la valeur du résultat, la tentative est du (bon) côté de l'histoire. On vit sur des formats de la politique qui ne sont peut-être plus adaptés à la réalité de nos vies, c'est-à-dire de nos espaces (nos territoires et notre Terre). Si cette proposition ne vous convainc





pas, faites mieux! Mais pour cela il est recommandé de connaître l'état de l'art. Il est donc à parier que cet ouvrage singulier deviendra vite un passage obligé.

On y retrouvera aussi, bien sûr, la verve de Bruno Latour, son inépuisable capacité à formuler des problèmes bien connus de manière neuve et stimulante, sa capacité encore plus étonnante à imaginer des dispositifs pour mettre à l'épreuve ses idées, entre jeux de rôles et rituels philosophiques. Car Latour était convaincu que la philosophie n'était pas seulement faite d'idées, qu'elle était affaire de pratiques. Il se prenait lui-même au mot : il inventait des manières de faire penser, plutôt qu'il ne fournissait de prêt-à-penser.

On y trouvera aussi quelque chose qui n'était présent dans aucun des ouvrages publiés de son vivant. On entre ici dans la fabrique de cette pensée parmi les plus marquantes de notre temps : bribes de ses «réflexions au fil du temps» (sorte de journal intellectuel), rapports rédigés à l'attention des administrations

et des donataires, extraits de correspondance, circulaires internes adressées à son «collectif» – ce livre est à tous égards une visite d'atelier, celui d'une grande aventure intellectuelle, trop tôt interrompue. Ne serait-ce qu'à ce titre, un document irremplaçable.

Ce n'est certes pas le premier des ouvrages posthumes de Latour. Outre sa thèse de doctorat publiée l'an dernier, précédée d'un long entretien sur la religion (*La Religion à l'épreuve de l'écologie suivie de*

La globalisation nous a mis hors-sol, nous ne savons plus où nous habitons et nous détruisons de ce fait allègrement les conditions de notre vie sur Terre.

Exégèse et Ontologie, La Découverte, 2024), on signalera un remarquable dialogue avec Bruno Karsenti, *Nous autres Européens* (PUF, 2024), dont les enjeux n'étaient pas très éloignés de ce drôle de cahier bleu. La question y était bien de savoir quel lien entre collectifs humains et morceaux d'espace terrestre (ou «territoires») peut s'imaginer au-delà de la solution que la forme «nation» avait stabilisée. Bruno Karsenti soutenait que cette forme n'était pas épisée, que la construction européenne devait s'en aviser si elle voulait vraiment faire de la place dans l'est du continent, où la question nationale est encore si vive (comme en témoigne, s'il en était besoin, la guerre en Ukraine); Bruno Latour se montrait plus dubitatif. Tous deux partageaient cependant le sentiment que c'était en même temps qu'on décrivait un territoire et qu'on se mettait en capacité de dire «je». On voit, à travers ce «cahier d'exercices», que le partisan d'inventions postnationales n'entendait pas se satisfaire de solutions faciles. Il

faudrait trouver de nouveaux moyens pour se décrire, recommencer au plus bas, composer «*tête de pipe par tête de pipe*», territoire par territoire, réapprendre littéralement à parler, ne pas avoir peur de paraître ridicule, comme devaient sembler ridicules ceux qui ont inventé les formes actuelles de la politique en se prenant pour Cicéron et Démosthène à l'âge des locomotives.

PARI AUDACIEUX

On pourra reprocher à cette entreprise son optimisme. Il est de principe : sachant qu'il faudrait entre trois et cinq terres pour généraliser le mode de vie des habitants des Etats-Unis ou d'Europe au reste des humains, Bruno Latour cherche des moyens pour «atterrir sans se crasher». Alors que nos sociétés s'habituent à l'idée – et à la réalité – de la guerre impérialiste, que les oligarchies choisissent, sous le leadership étasunien, le mensonge délibéré pour éviter d'assumer le coût d'une hypothétique «transition», que le débat public est monopolisé par des puissances capitalistiques

plus importantes que (presque) tous les Etats, il est certain que ce pari est audacieux. Mais avec ou sans crash, une fois de retour sur Terre, il faudra bien inventer des formes de politique qui s'occupent vraiment. Les arènes du futur ne ressembleront sans doute pas aux ateliers «Où atterrir?» de Dompierre-sur-Besbre (Allier), Saint-Junien (Haute-Vienne), ou de la «Maison Ateliers» du Trièves (Isère) où l'Université des terrestres, sous la direction de Chloé Latour, permet à tous de s'initier à cette démarche. Mais l'avenir qui s'invente au présent n'est pas celui qui se réalise au futur. Ce livre est notre avenir. ➔

BRUNO LATOUR
et le collectif «**OÙ ATTEURIR?**»
COMMENT ATTEURIR?
UNE BOUSSOLE POUR
LE MONDE QUI VIENT
Avant-propos par Maëlis Dupont,
préface par Vinciane Despret,
postface par Bruno Latour.
Editions Les Liens qui libèrent,
208 pp., 25 €.



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Ce week-end, découverte d'un texte moins célèbre de Gaston Leroux (né en 1868 et mort en 1927) que le *Mystère de la chambre jaune ou le Fantôme de l'opéra*, et d'un personnage moins connu que Rouletabille ou Chéri-Bibi, avec l'ovni littéraire la *Double vie de Théophraste Longuet* (L'Arbre vengeur). PHOTO L'ARÈRE VENGEUR

LIVRES /

Locataires juifs parisiens, spoliés hors les lois

Trois chercheurs signent une enquête fouillée sur la récupération des appartements loués par des Juifs à Paris pendant l'Occupation, jusque-là peu documentée.

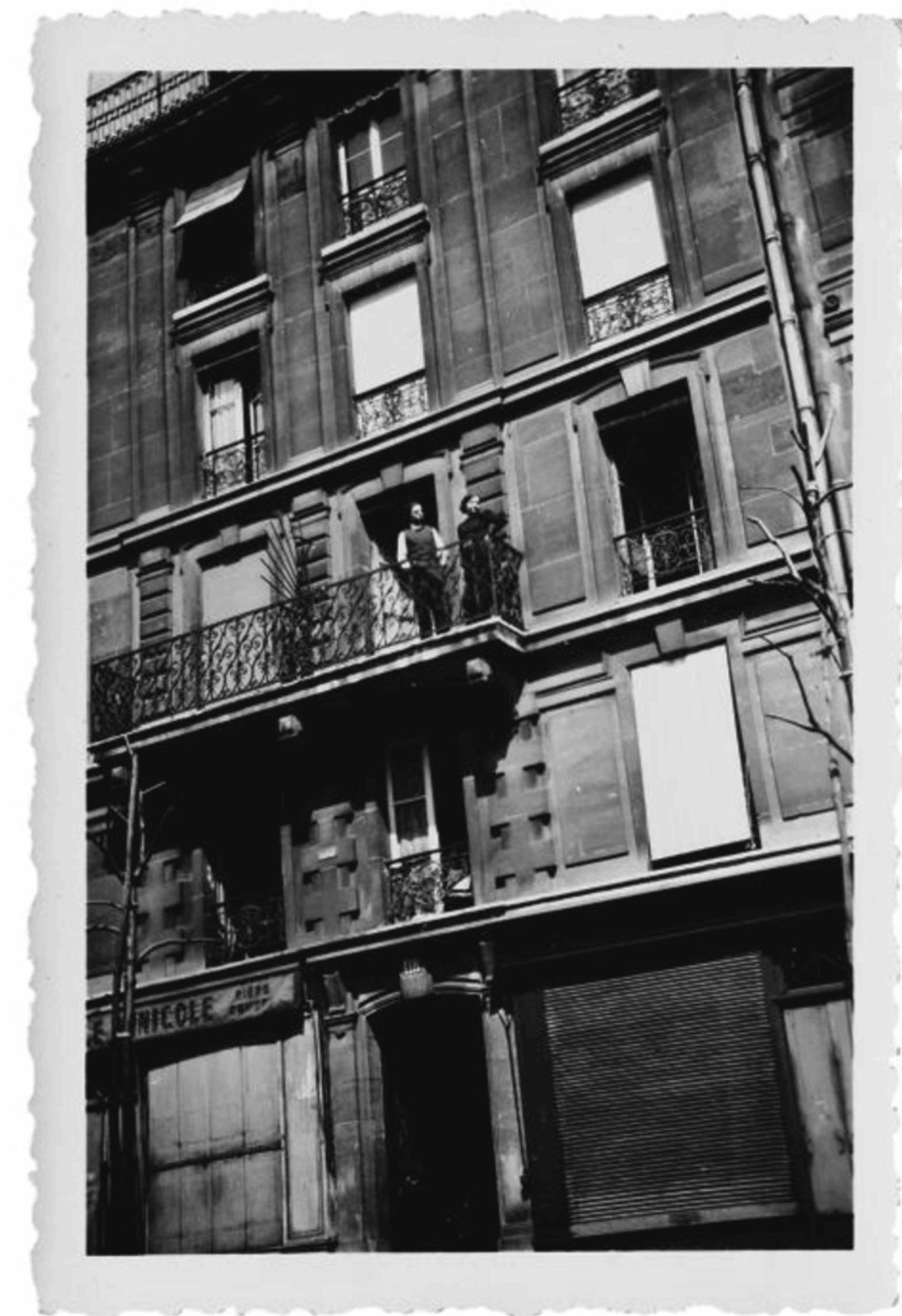
Imaginez rentrer d'une longue absence chez vous et trouver votre appartement vidé de vos meubles, de vos effets personnels et, qui plus est, occupé par d'autres. De nombreux locataires juifs qui ont fui Paris et les déportations pendant l'Occupation se sont retrouvés dans cette situation : à la porte de chez eux, et sans rien. Même quand ils avaient continué de payer leur loyer à distance. Alors qu'ils avaient dû vivre cachés ou survivre aux camps. Cette spoliation d'un autre type que celle qui concerne la propriété d'un bien matériel, financier ou artistique, est le sujet d'*Appartements témoins*. Un sujet rarement traité. Dans les travaux de la Mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France, en 1997, «la question du devenir des droits des familles juives locataires a, elle, délibérément été laissée hors du périmètre de l'enquête. [...] Pourtant, à l'époque de la guerre, l'immense majorité des Parisiens sont locataires, et les immeubles appartiennent usuellement à un unique propriétaire, qui recourt à un gérant pour s'en occuper. Et, dans un contexte de pénurie de logements, le contrat de location et le droit de jouissance sont précieux».

Vidé. Cette spoliation des locataires juifs parisiens entre 1940 et 1946 peut paraître à première vue plus anecdotique (après tout, et comme le soulignait la Mission, les appartements ne leur appartenait pas et les propriétaires n'avaient aucune assurance de les revoir). Loin de là. L'essai, écrit à trois par l'historienne à l'EHESS Isabelle Backouche, la sociologue au CNRS Sarah Gensburger et l'historien à l'Inalco Eric Le Bourhis, s'avère une enquête passionnante qui, derrière la spoliation, montre à l'œuvre l'antisémitisme, l'opportunisme des Parisiens et la mécanique institutionnalisée d'aryanisation pratiquée par une antenne de la préfecture de la Seine, en lien avec les Allemands.

Dès le prologue, le parti pris des trois auteurs est affirmé : c'est une recherche à hauteur de locataires, à travers des cas identifiés par un monumental travail d'archives (notamment le fonds 133W des archives de Paris), mais aussi à hauteur de Parisiens qui ont bénéficié

de ces spoliations. Locataires depuis 1935, Israël et Hélène Malowanczyk vivaient avec leurs deux filles au 118, avenue Parmentier, dans le XI^e arrondissement. Sur une photo, on peut voir le couple heureux à la fenêtre de leur deux-pièces du deuxième étage. C'est manifestement une des rares images «habitées» retrouvée. Le livre présente sinon des photos de rues parisiennes de l'époque où vivaient des familles juives, mais sans aucune présence. Comme si elles avaient été effacées. Quand la guerre éclate, Israël Malowanczyk, polonais, s'engage dans l'armée française. Après sa démobilisation, il doit déclarer son foyer comme juif au commissariat de quartier, et le 14 mai 1941, il est interpellé ; il mourra à Auschwitz. Après son arrestation, Hélène et ses deux filles partent clandestinement dans le Cantal en laissant toutes leurs affaires. De retour après la Libération, elles découvrent leur deux-pièces de l'avenue Parmentier totalement vidé de ses meubles et occupé par André et Yvonne Pescheteau. Hélène Malowanczyk saisit la justice. En vain.

«Opportunité». Entre 1940 et 1942 des dizaines de textes de lois privent les Juifs de leurs droits, alors «que le droit au bail d'habitation des Juifs devient peu à peu l'un des seuls droits qui leur restent, au moins jusqu'au printemps 1942, où il commence à faire l'objet de convoitise et de discussions entre les autorités occupantes et les pouvoirs publics français». Les Allemands demandent des listes d'«appartements vacants israélites» pour leur propre usage ou pour en spolier le contenu. Les partis et organisations collaborationnistes convoitent les «locaux» et «autres appartements juifs». Dès l'automne 1941, précise *Appartements témoins*, le Commissariat général aux questions juives reçoit des lettres de propriétaires, de gérants et d'opportunistes qui s'inquiètent des conséquences de l'absence prolongée des locataires identifiés comme juifs et demande à en disposer, voire à les investir. Monsieur Hidoux voudrait ainsi «une liste de quelques pavillons de Juifs allant de 50 à 100 000 [francs] dans les environs de Paris». Gaston Kraps doit-il continuer à payer son loyer à son propriétaire «israélite» ? D'autres ont assisté à l'arrestation de voisins et tentent de se saisir de l'aubaine. La lecture des centaines de lettres adressées au CGQJ «confirme que l'absence des Juifs de leurs appartements est vue comme une opportunité d'améliorer son statut résidentiel». La machine décrite quasi chronologiquement par Isabelle Backouche, Sarah Gensburger et



Hélène et Israël Malowanczyk sur leur balcon à la fin des années 1930 à Paris.

PHOTO COLL. RENÉE REBECCA MALOWANCZYK. MÉMORIAL DE LA SHOAH

Eric Le Bourhis semble infernale, et se déroule en plusieurs étapes. Les Allemands font main basse sur le mobilier à partir de 1942. Jusqu'à leur départ de Paris, 38 000 appartements loués par des Juifs intra-muros auront été vidés de leurs meubles par la DW (Dienststelle Westen) en charge de «l'Opération meuble». Au printemps 1943, on commence à organiser la relocation de ces appartements, et elle va être prise en main par la préfecture de la Seine, notamment en priorisant les sinistrés, dont l'habitat a été endommagé ou détruit, puis les fonctionnaires, forces de l'ordre et assimilés. Ainsi, assiste-t-on à partir d'août à la naissance du «service logement» dédié aux appartements juifs, au 2, rue Pernelle. «Imposer des locataires dans le parc privé : c'est bien ce que fera massivement le service du Logement, s'agissant de milliers d'appartements loués à des Juifs, pendant ses

quatorze mois d'activité», écrivent les auteurs. Main dans la main avec les autorités allemandes, les autorités françaises pilotent «l'aryanisation». Au retour des survivants (près de 40 000 sur une population juive parisienne d'un peu plus de 200 000 ont été tués), certains contestent le pillage et leur «expropriation», et vont parfois en justice, comme Hélène Malowanczyk. A la fin, «L'ultime chapitre» dévoile les coulisses de cette enquête de bout en bout captivante.

FRÉDÉRIQUE ROUSSEL

ISABELLE BACKOUCHE, SARAH GENSBURGER et ÉRIC LE BOURHIS
APPARTEMENTS TÉMOINS.
LA SPOLIATION DES LOCATAIRES JUIFS À PARIS, 1940-1946.
La Découverte, 448 pp., 24 € (ebook : 7,99 €).



Rencontre Inégalités, guerres, maladies... Comment la crise écologique agit-elle sur la vulnérabilité de la vie sur Terre ? Dans *Fragilité des vies humaines, un dialogue entre anthropologie et psychanalyse* (Ithaque), Denis Mellier et Perig Pitrou interrogeront chacun leur discipline. Ils sont ce jeudi à 20 heures à la librairie Compagnie (58 rue des Ecoles, 75005). PHOTO DR ET FYSEN

A l'Asiathèque, Taiwan prise aux mots

Toujours animée par le choix de la subjectivité et le refus de l'exhaustivité, la maison poursuit son portrait de pays en 80 mots avec l'archipel, vu par l'éditeur et podcasteur Aurélien Rossanino.

En silence, il s'est entretenu avec l'empereur. Il a jeté à ses pieds deux «blocs de lune». En tombant au sol, ces deux croissants de bois ont fourni la réponse du divin aumortel. Aurélien Rossanino pouvait «noircir des carnets». Sa majesté Wenchang, dieu de la littérature et de la culture, donnait son aval. Alors, l'éditeur de la maison franco-taiwanaise Passepartout et animateur de podcast pour Radio Taiwan International et Ghost Island s'est lancé dans l'écriture des *80 Mots de Taiwan*, nouvel opus de la collection de l'Asiathèque, les «80 mots du monde».

Ironie. En 180 pages, il tente l'impossible : faire le tour d'une île qui ne manque pas de surprendre et se dérobe dans les grandes largeurs quand on croit l'avoir déchiffrée et qu'on l'a parcourue en voyageur pressé, en marcheur enjoué, en érudit orgueilleux, en gastronome insatiable. Aux yeux d'Aurélien Rossanino, qui vit, voyage et travaille en Asie depuis une dizaine d'années, la «*Taiwan du XXI^e siècle ressemble bien plus au Japon qu'à la Chine*». Ce constat est loin d'être faux, mais l'auteur évite de trop le souligner, appliquant le précepte de Gérard Macé. Le poète, critique, traducteur et photographe livre une préface amusée et faussement blasée qu'il conclut avec un conseil de bon aloi : «*Il ne faut pas réveiller, sur le continent, le dragon déguisé en gros chat qui ne dort que d'un œil.*»

Cela n'empêche pas Aurélien Rossanino de faire du bruit. Car c'est en passionné de musique que l'auteur choisit d'entrouvrir les portes de l'archipel taïwanais. Ses 80 mots empruntent beaucoup au

folk, au rock, à la «mando-pop» (musique populaire en langue chinoise), au punk, aux artistes, aux sonorités et aussi aux chants de la tradition et des cultures aborigènes. Ils sont autant de clés pour déverrouiller des moments de l'histoire (la Terreur blanche), comprendre des faits de société (la dégringolade des naissances, le mariage gay, les néo-hipsters), explorer des traits de caractère des Taïwanais (la superstition, les fantômes), tenter des incursions furtives sur le terrain géopolitique (Hong-kong, l'Amérique), délivrer un bestiaire (dragons, tigres, papillons, cafards).

En dépit des apparences, il ne s'agit pas d'un inventaire touche-à-tout. Non sans une ironie bienvenue sur lui-même, sur sa non-maîtrise des langues et son côté trentenaire un «*brin démodé*», Aurélien Rossanino suit son fil rouge musical et plutôt urbain, et saisit ce qui peut constituer l'âme et la psychologie des Taïwanais. Le mot «fán» est à cet égard une entrée bien sentie sur ceux qui en ont marre, qui expriment une profonde «*lassitude à l'égard du monde qui contraint*». Ces gens qui veulent être seulement avec eux-mêmes et pour eux-mêmes. Ou encore ces Taïwanais qui pratiquent un «*français secret, un fâwèn de l'intime, dissimulé dans les coulisses de la vie quotidienne*».

Comme eux, l'auteur semble d'ailleurs cultiver un peu le secret, se créer un monde. Il rencontre de nombreux personnages, d'autres sont probablement inventés et c'est bien ainsi. Dans ces moments-là, Aurélien Rossanino s'inscrit pleinement dans l'esprit de cette collection singulière dont Taiwan est la dernière-née.

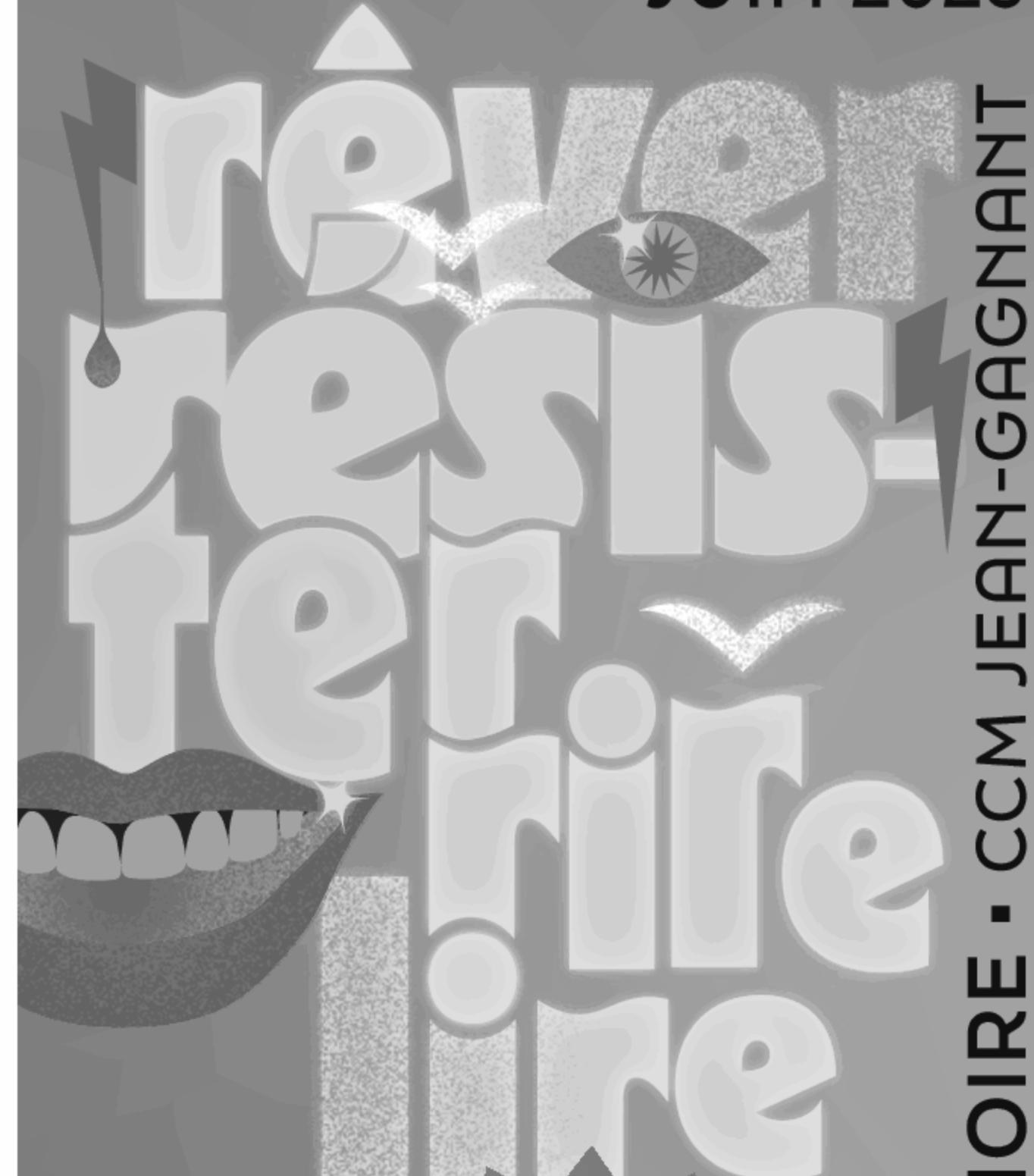
ARNAUD VAULERIN

AURÉLIEN ROSSANINO
80 MOTS DE TAIWAN
L'Asiathèque,
192 pp., 16,50 €.

LIRE À LIMOGES

20-21-22

JUIN 2025



PRÉSIDENT
MICHEL BUSSI

lire.limoges.fr

@lirealimoges

/LireaLimoges

À vie contre Poutine

Ilya Iachine L'opposant russe, qui a fait deux ans de prison pour s'être opposé à la guerre en Ukraine, vit désormais à Berlin et tente d'unir l'opposition en exil.



Il nous donne rendez-vous dans les locaux d'une association russe de défense des droits de l'homme, dans le Nord-Est parisien, mais préfère discuter au-dessus d'un fraisier et d'un café à la boulangerie du coin. Ilya Iachine est détendu, il a l'air content d'être là. On le connaît bien pour l'avoir souvent interviewé à Moscou, durant la période contestataire de 2011-2012, dont il fut l'une des figures importantes, au côté de son ami et mentor Boris Nemtsov, en compagnon de route d'Alexeï Navalny. Tous deux ne sont plus pour avoir tenu tête à Vladimir Poutine. «*Evidemment que je ressens une responsabilité particulière, je suis vivant et en liberté*», dit Iachine, qui avait juré, penché au-dessus de la dépouille de Nemtsov, abattu à bout portant sous les murs du Kremlin en 2015, qu'il ne quitterait jamais son pays et continuerait le combat.

«*Mais Poutine m'a déporté*», s'anime l'opposant de 41 ans. Le 1^{er} août 2024, dans le cadre d'un important échange de prisonniers avec les Etats-Unis, Iachine est sorti de la cellule dans laquelle il purgeait, depuis deux ans, une peine de huit ans. Goguenardise de l'histoire: son arrière-grand-père paternel avait été jeté dans la prison moscovite Boutyrskaya, à la fin des années 1930, pour avoir «*calomnié l'Armée rouge*». L'ouvrier avait raconté une blague antisoviétique à ses collègues d'usine.

LE PORTRAIT

Presque un siècle plus tard, en 2022, Ilya Iachine a été condamné pour «*discrédit de l'armée russe*». Il a dénoncé, dans son émission hebdomadaire sur YouTube, images insoutenables à l'appui, les sévices commis par les soldats russes à Boutcha.

«*On m'a mis devant le fait accompli, on m'a expulsé, on m'a privé de mon pays et de ma maison*.» Très en colère, Iachine s'est retrouvé à Berlin sur le tarmac, en uniforme carcéral, avec sa brosse à dents pour unique effet personnel, pas même une

pièce d'identité, ayant abandonné à Moscou l'appartement «*de ses rêves*» nouvellement acquis et rénové, et obligé de «*tout recommencer de zéro*». Ayant pris pied dans la capitale allemande, il a ouvert une permanence politique et a entrepris de sillonner le monde pour servir de «*passerelle*» entre les différentes figures (Ioulia Navalnaïa, Mikhaïl Khodorkovski) et organisations de l'opposition russe, épargnés par la guerre et ayant exporté leurs querelles en exil.

Rassembler, parler à tout le monde, aller vers les gens pour dialoguer d'égal à égal, tel fut et reste le modus operandi du natif de Moscou, issu d'une famille d'ingénieurs «*qui lisaien les journaux, mais n'étaient pas politisés*», et tombé dans la politique alors qu'il était encore sur les bancs de la fac. Ilya Iachine n'a jamais eu la moindre illusion sur Vladimir Poutine, «*un*

homme du KGB, dont la première mesure a été de restaurer l'hymne soviétique». Malgré leur différence d'âge, ils ont commencé leur carrière politique presque en même temps. Vladimir Poutine, pour lequel l'opposant de la première heure n'a jamais voté, s'est installé au Kremlin en 2000. Cette même année, Iachine s'encarte au parti libéral et démocratique Iabloko. «*J'étais contre la guerre en Tchétchénie, grâce à laquelle Poutine est arrivé au pouvoir*.» Tout était clair depuis le début, mais la société russe a accepté le deal proposé par le nouveau maître du Kremlin : augmentation du niveau de vie en échange de l'abandon de droits et libertés fondamentaux.

La maturation du jeune démocrate libéral a suivi la courbe de croissance du régime autoritaire de Poutine. Ilya Iachine perd aux législatives de 2005, qui marquent l'éviction de l'opposition du Parlement. Premier de sa famille à faire des études en sciences politiques, après avoir échoué à intégrer une école d'art dramatique, Iachine se lance à corps perdu dans la résistance. En 2009, il entre au mouvement Solidarnost aux côtés de Boris Nemtsov et de Garry Kasparov, en 2012 au conseil de coordination de l'opposition, dont fait aussi partie Alexeï Navalny. En 2017, Iachine parvient à se faire élire dans une circonscription de la capitale. Tout en dénonçant inlassablement la corruption d'un régime criminel, l'annexion de la Crimée, la guerre larvée, puis ouverte en Ukraine, et en séjournant régulièrement au cachot à mesure que durcissait la législation sur les rassemblements et manifestations.

Brièvement marié avec une chanteuse pop russe, Iachine est aujourd'hui célibataire et sans enfants, «*complètement libre*». Il plante ses yeux gris dans ceux de son interlocuteur, répond avec une franchise convaincante et ne se raconte pas d'histoire. Depuis sa cellule où il tentait de dissuader ses codétenus de partir faire la guerre en Ukraine, il nous avait écrit que la voix d'un homme politique ne porte pas depuis l'étranger, d'où son refus de quitter Moscou, même quand l'étau avait commencé à se resserrer. «*Je savais quels risques j'encourrais, Nemtsov l'avait su, et Navalny après lui*», dit-il simplement. Aujourd'hui, il reconnaît amèrement que depuis l'étranger, «*l'influence est très faible*». L'essentiel est de demeurer en contact avec ceux qui sont restés au pays, de «*comprendre ce qui les préoccupe, de maintenir un lien émotionnel*». Les deux Marches contre Poutine organisées par l'opposition russe à Berlin, en novembre 2024 et en mars 2025, n'ont rassemblé que quelques centaines de personnes. Mais «*c'est déjà beaucoup*», proteste Iachine. «*Ça inspire les gens, ça permet de dialoguer avec les dirigeants occidentaux et surtout de montrer que tous les Russes ne soutiennent pas Poutine, qu'il existe une autre Russie*.» Message qu'il est allé porter personnellement, en cette fin mai, à l'Elysée, où il a été reçu par des conseillers d'Emmanuel Macron, «*qui fait très bien la différence entre Poutine et les Russes*», et au ministère des Affaires étrangères.

A Berlin, qui accueille un grand nombre de ses compatriotes exilés depuis le début de la guerre en Ukraine, il a repris une vie «*presque normale*», entouré d'amis et de collègues. Il joue à la PlayStation pour se détendre, et, «*fou de chiens*», promène ceux des autres, car son mode de vie nomade ne lui permet pas d'en posséder un. «*J'évalue les risques et je collabore avec la police berlinoise pour ma sécurité*», élude l'opposant, qui a refusé les gardes du corps proposés par les autorités et prend tranquillement les transports en commun. «*Pour vaincre la dictature, il faut que la population cesse d'avoir peur du dictateur. Je dois montrer, par l'exemple, que je n'ai pas peur*.»

La mort de ses amis l'a rendu «*philosophe*», martèle-t-il. «*L'important n'est pas de savoir comment et quand tu meurs. L'important, c'est que le temps qui t'est imparti soit vécu dignement*», dit-il, conscient de la chance qu'il a d'être en vie et en liberté. La foi, «*c'est trop intime pour en parler*», mais Iachine se reconnaît dans les valeurs chrétiennes et humanistes qui placent la justice et la liberté au cœur de la vie. Refusant l'asile politique en Allemagne pour ne pas se barrer le chemin du retour, Iachine a gardé son numéro de téléphone russe dont il compte bien se servir quand il rentrera à Moscou. Ce qui ne manquera pas d'arriver, tôt ou tard, «*forcément*». ▶

Par **VERONIKA DORMAN**
Photo **IRINA SHKODA**